

No 1216 - du 11 au 17 septembre 1980 - 4,00 F

l'humanité rouge

organe
central du PCML

BRAVO

LES OUVRIERS

POLONAIS !



DOSSIER : 4 ANS DE PLANS BARRE voir pages 8 et 9

Souscription

59413 F recueillis au 30 août 1980. Pour atteindre au plus vite les 100 000 F souscrivez !

| | | | |
|----------------------|--------------------|---------------------------------|--------|
| Total précédent | 52 439 | Suppt. à réabt. - M.R. VAR | 120 |
| V. Ch. | MAZIERE/GATINE 500 | Suppt. à régt. hebdo BOUSSAC | 16 |
| A la mémoire de | | Suppt. à réabt. - P.E. CHAMBERY | 60 |
| N. Cristea | BORDEAUX 200 | Suppt. à réabt. - C.V. ISERE | 60 |
| Un camarade du CR | PARIS 71 | Suppt. à réabt. - LJJ BAYONNE | 10 |
| Pour que vive notre | | Sur vente timbres PARIS | 177 |
| presse | MONTPELLIER 420 | J.J.C. SARTHE | 20 |
| CP du PCML | ESSONNE 4 155 | Un camarade AIX | 100 |
| Sousc. - un camarade | PARIS 100 | | |
| CP du PCML | TOULOUSE 965 | | |
| | | Nouveau total au 30/8/1980 | 59 413 |

Pourquoi garder pour vous ce qui intéresse tout le monde ...
FAITES LE 205.51.10

ABONNEMENT SPECIAL CONGRES

A l'occasion de la discussion préparatoire au 4e Congrès

du P C M L un tarif spécial d'abonnement

vous est proposé : 4 mois pour 50 francs

(octobre, novembre, décembre, janvier).

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

S'abonner, un moyen pratique

pour avoir le journal

et un soutien

important.

En toute franchise

A propos du parc national de l'Ariège

Dans le cadre du plan du Grand Sud-ouest, Giscard a relancé l'idée du Parc national en Ariège. « Relancé », parce que ce n'est pas une idée neuve : l'Ariège pose problème pour les capitalistes. Ils ne peuvent y installer de grosses unités industrielles. Aussi, l'idée du Parc leur est-elle venue. Faire du fric avec des usines ou avec les touristes, l'important est de faire du fric.

Ici se pose une question : pour l'ariégeois, qu'est-ce donc que le Parc ?

C'est d'abord une double zone : le Parc lui-même et la zone périphérique. Le tout sous le contrôle du directeur du Parc. Les agglomérations sont en principe en périphérie. D'après la législation, le directeur a d'énormes pouvoirs ; en fait, il se substitue aux communes.

Dans le Parc, interdiction d'installer une quelconque industrie, interdiction de développer l'hydroélectricité ; tout cela est écrit en toutes lettres.

En Ariège, l'emploi est préoccupant (comme dans le reste de la France d'ailleurs) et ce ne sont pas ces mesures qui amélioreront quoi que ce soit. La popula-

tion continuera de vieillir, diminuera et, dans peu de temps, ce sera la mort du département. L'agriculture y est déjà condamnée, les capitalistes se sont depuis longtemps occupés de cette affaire.

Maintenant, parlons du fin mot : le tourisme. Gageons que les promoteurs de tout poil vont se ruer vers le Parc comme des charognards.

Ils achèteront à vil prix le terrain et feront comme dans une station très connue dans le département, une multitude de chalets que les travailleurs des villes louent à prix d'or. C'est comme ce-

la que la droite envisage le Parc et l'avenir de l'Ariège.

Face à cela, diverses associations se sont créées pour lutter contre le Parc. On peut citer l'ADDPA (Association pour la défense et le développement des Pyrénées ariégeoises) qui regroupe le maximum de personnes, indépendamment de leur conviction propre : il s'agit de faire le front le plus large possible contre le Parc.

L'enquête publique n'a été qu'un moment de la lutte. Après quoi, les ariégeois se détermineront pour agir aussi efficacement que possible, contre le Parc, contre Giscard.

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques JURQUET. Rédacteur en chef : Pierre BURNAND.

Rédacteurs : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Rémi Dainville, Estelle Delmas, Serge Forest, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Yves Lepic, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers, Evelyne Le Guen.

Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau. Administration : Max Durand.

Imprimerie La Nouvelle - Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI.

L'HUMANITE ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19 - CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire : No 57952 - Dépôt légal 3ème trimestre 1980

NOTRE CAMARADE LAURENT N'EST PLUS

Le mardi 19/8/80, notre camarade Laurent Garouste est mort dans un accident de la circulation.

Agé de 25 ans, étudiant à la faculté de Nice, membre de notre parti depuis plusieurs années, c'était un militant actif et enthousiaste. Sa grande gentillesse, son ardeur militante le faisaient apprécier de tout son entourage.

Son souvenir restera présent dans le combat que nous menons et qu'il a lui-même mené à nos côtés.

Notre parti tout entier assure la mère de Laurent et toute sa famille de sa sympathie attristée dans le deuil qui les frappe.

L'effet Gdansk

Les grèves polonaises ne sont pas restées sans effet sur la situation en France. Elles ont suscité certaines réactions qui méritent d'être relevées. Il y a d'abord ce fantastique numéro d'hypocrisie auquel se sont livrés les défenseurs du capitalisme : ceux-là mêmes qui, en France, n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser les grèves et attaquer les organisations syndicales, ont voulu se faire les champions du droit de grève et des libertés syndicales en Pologne.

Au moment même où ils prétendaient soutenir les ouvriers polonais, ils s'en prenaient aux marins-pêcheurs français accusés de tous les maux et victimes de la répression.

C'est que pour ces gens-là, ce qui compte, ce n'est évidemment pas le soutien aux intérêts des ouvriers polonais, c'est de mener leur guerre idéologique contre ce qu'ils appellent le « socialisme ». Il faut bien le dire, la réalité d'un pays comme la Pologne leur facilite la tâche. Mais, est-ce de socialisme qu'il s'agit ? Peut-on dire qu'un pays qui vit sous la surveillance et dans la dépendance d'une superpuissance est socialiste ? L'indépendance nationale est le b-a-ba du socialisme. Comment la classe ouvrière pourrait-elle être maîtresse du pays si le pays n'est pas maître de lui-même ? Peut-on dire qu'un pays où un tel fossé existe entre la masse de la classe ouvrière et le pouvoir est un pays où la classe ouvrière exerce le pouvoir ? Si le socialisme n'existe pas sans contradictions, conflits d'intérêts, existe-t-il quand il y a divorce aussi patent entre le pouvoir et la classe ouvrière ? Ou bien alors le pouvoir de la classe ouvrière n'est-il qu'un vain mot ? Non, la Pologne n'est pas socialiste.

En dépit des apparences, les prises de position de la direction du PCF apportent de l'eau au moulin des défenseurs du capitalisme. Car, enfin, quelle est, par exemple, la valeur de l'argument consistant à dire que la supériorité du socialisme est prouvée par le fait qu'en Pologne il y a eu négociation ? On ne peut évidemment que se réjouir qu'il y ait eu négociation. Mais pourquoi ? Doit-on oublier que cette révolte de la classe ouvrière polonaise a été précédée de celles de 1970 et de 1976 qui, elles, furent violemment réprimées ? N'est-il pas clair que le gouvernement polonais s'est, aujourd'hui, trouvé face à une lame de fond, face à un mouvement d'une telle puissance qu'il fallait bien accepter de négocier ? Les négociations ont été avant tout la démonstration de la force du mouvement ouvrier polonais. Et surtout, faut-il oublier les revendications qui l'ont suscité ? Où donc est la supériorité d'un système qui refusait le droit de grève ? Quand on nous dit aujourd'hui que les grèves ont débouché sur un approfondissement de la démocratie socialiste, il y a abus de mots ; elles ont tout simplement, actuellement, débouché sur l'obtention de libertés élémentaires. Il y a très loin de là au pouvoir de la classe ouvrière.

Etre, en France comme en Pologne, du côté des revendications et des luttes ouvrières, telle est la logique. En France comme en Pologne, être partisan du pouvoir de la classe ouvrière, là est la cohérence. Et ce pouvoir-là, ça s'appelle le socialisme. Une idée toujours jeune, portée par une classe ouvrière qui n'a pas fini de faire bouger l'histoire. N'en déplaise à ceux qui, ici et là, voudraient l'enterrer.

Pierre BURNAND

POLOGNE UN PAS VERS LA LIBERTÉ

Victime de la

«division internationale du travail»

En Pologne, on a très largement conscience du poids du «grand frère», même si dans le peuple on connaît mal les formes que prennent ses pressions politiques, économiques ou militaires : cela fait partie des secrets d'Etat (la revendication d'une meilleure information, formulée à Gdansk, n'était pas étrangère à cela). Un homme comme Pierre Li, qui fut près de 4 ans correspondant de *L'Humanité* à Varsovie (poste d'où il démissionna, refusant de voir ses commentaires, informations et réflexions systématiquement édulcorés par son journal) estime lui-même ne pas être parvenu à en acquérir une vision précise. Mais c'est en connaissance de cause qu'il écrivait dans *Le Monde*, après la signature des accords de Gdansk, et parlant de l'URSS : «Les craintes d'une aventure militaire restent légitimes. Souvenons-nous des embrassades entre Brejnev et Dubcek en 1968, quelques jours avant l'entrée à Prague des chars soviétiques. Certes, le prix à payer par l'URSS en Pologne serait considérable, au moins politiquement. Mais c'est aussi inquiétant que rassurant».

Quant aux Polonais, leurs réflexions, que chacun a pu entendre dans les reportages télévisés, sur les exportations de viande ou de charbon et la pénurie accrue de ces denrées en Pologne (qui en est pourtant grande productrice), étaient éloquentes. Un tel système, allant à l'encontre des intérêts du peuple, engendre pour se maintenir des catégories de privilégiés, dans le parti notamment, dont les avantages peuvent atteindre de grandes proportions : ceux dont disposait le directeur de la télévision, écarté dans le courant du mouvement, a pu en donner une idée. De tels privilèges, les dirigeants qui en bénéficient ont été et sont encore une des cibles du mouvement.

C'est par le biais d'instrument comme le COMECON et sous couvert de «division internationale du travail» que l'URSS soumet à la dépendance économique les pays membres. Cette théorie qui vise à spécialiser la production de chaque pays pour «l'harmoniser» à l'échelle de l'ensemble, conduit à une intégration économique où chacun perd la maîtrise de sa propre production et les moyens de l'organiser en vue de ses propres besoins.

C'est ce qu'ont expliqué très clairement les Soviétiques en 1971 à la 25e conférence du COMECON dans le «Projet global d'intégration économique socialiste» qu'ils y ont présenté. Il s'agit selon leur expression : «d'internationaliser les forces productives et les rapports de production (des pays membres du COMECON) en vue de former graduellement une structure unifiée d'économie socialiste mondiale».

C'est la spécialisation de leur production imposée par le néo-colonialisme aux pays du Tiers Monde qui a soumis ces derniers à une dépendance qu'ils ont bien du mal à surmonter (même une fois acquise l'indépendance politique).

L'Union soviétique agit de même, perfectionnant encore le système avec sa théorie de «la souveraineté limitée» avancée, pour la justifier, après l'invasion de la Tchécoslovaquie et par laquelle elle se donne le droit d'intervenir dans un de ces pays «socialistes» si elle juge la politique menée dans ce pays non conforme aux intérêts du «camp socialiste».

Des menaces à peine voilées

Le jour même (31 août) où était signé l'accord de Gdansk, l'agence Tass, la télévision soviétique, sans dire un mot de l'accord, faisaient état à l'avance d'un article de *La Pravda* indiquant entre autres : «(...) Les éléments antisocialistes sont parvenus à pénétrer dans plusieurs entreprises du littoral de la Pologne, en premier lieu à Gdansk, à abuser de la confiance d'une partie de la classe ouvrière, à exploiter les difficultés économiques dans leurs buts contre-révolutionnaires. (...) Ils veulent entamer les liens du parti avec la classe ouvrière, source principale de force du parti et de l'Etat polonais...».

Le 2 septembre, l'agence Tass et la télévision, parlant de la Pologne, déclaraient : «(...) Le pays est contraint actuellement de prendre des décisions difficiles qui doivent être mesurées et fondées. Elles doivent tenir compte non seulement des implications économiques, mais aussi d'autres conséquences éventuelles».

Le vaste mouvement qui vient de secouer jusqu'aux tréfonds la Pologne n'est pas le premier. Il y avait eu en 70, 76, de premières secousses auxquelles le pouvoir avait répondu par la répression : des dizaines de morts à Gdansk, des emprisonnements, des licenciements... Les travailleurs avaient payé cher quelques concessions qui n'avaient qu'à peine enrayé la détérioration constante de leurs conditions d'existence et quelques changements d'hommes à la tête de l'Etat.

Mais cette année, les grèves se sont déployées, en ampleur, de la Baltique à la Silésie, des chantiers navals aux mines, des aciéries aux transports..., et en profondeur, autour de revendications touchant aux fondements de la société polonaise, visant à institutionnaliser et développer pour les travailleurs une forme d'organisation qui ne soit plus contrôlée par le pouvoir ni intégrée à l'appareil d'Etat.

Et cette fois, les revendications ont toutes été satisfaites,

ce succès étant sanctionné par des accords entre les grévistes organisés et le gouvernement. Et les autorités n'ont pas usé de la répression.

Des grèves éclatent encore, ici ou là, pour des revendications analogues, pour des «syndicats nouveaux autogérés» qui soient «une représentation authentique de la classe laborieuse» (1), syndicats qui se multiplient d'ailleurs dans tout le pays.

L'indépendance condition première du socialisme ...

Lame de fond certes puissante, ce mouvement sera sans nul doute suivi d'autres, de nouveaux flux, de reflux aussi, car les contradictions profondes qui lui ont donné naissance, comme aux secousses précédentes, n'ont pas été résolues. Si les travailleurs, si la classe ouvrière se voient dotés d'armes nouvelles pour combattre l'oppression, cette oppression et ses causes demeurent : la Pologne n'est pas un pays libre et à plus forte raison, elle n'est pas un pays socialiste car l'indépendance est la condition première du socialisme. Le camp «socialiste» dont fait partie la Pologne, c'est le camp socialiste dont parle l'URSS : ce sont les pays qu'elle tient sous sa coupe. Le Pacte de Varsovie est l'un des instruments de sa domination et de son contrôle militaire; le COMECON est l'organisation de sa «division internationale du travail» par laquelle elle place l'économie des pays membres au service de ses intérêts et objectifs de superpuissance. Et, dans ces pays, les partis ouvriers n'ont pour rôle, selon Moscou, que de conduire une politique «conforme aux intérêts du camp socialiste», c'est-à-dire aux visées hégémoniques de l'URSS. Cela va nécessairement à l'encontre des intérêts des peuples de ces pays.

A cet égard, en Pologne, quel dérisoire de voir souligné, à la demande insistante du gouvernement, dans les accords signés avec les ouvriers en grève, le rôle dirigeant du parti, au moment même où il apparaît, avec quelle évidence, que ce parti, s'il dirige bien l'Etat, ne dirige

pas la classe ouvrière et se voit au contraire affronté à elle!

Mais la contradiction pèse lourd. Entre la pression de Moscou et la pression nationale, le parti est traversé de courants contraires. Après 70 et la sanglante répression, Gierek s'était engagé à ne pas envoyer la force contre les ouvriers; une ouverture économique s'était élargie vers l'Ouest. Cette année, après quelques hésitations et quelques changements à la tête du parti et de l'Etat, les dirigeants renouaient à l'intransigeance et manifestaient un visible empressement à en finir au plus vite, comme pour prendre de vitesse un éventuel troisième larron. Cela et la satisfaction prudente et mesurée de part et d'autre à l'issue de ces négociations, ne reflétaient-ils pas une sorte de consensus polonais, appuyé il est vrai sur la puissance et la solidité du mouvement de la classe ouvrière, pour ouvrir une brèche dans le carcan trop étroit défini à Moscou?

Après la deuxième guerre mondiale, après la grande victoire sur le fascisme hitlérien, dont l'URSS socialiste fut l'artisan principal, cette dernière entretenait avec les démocraties populaires des relations d'abord fondées sur l'internationalisme, quoique fortement marquées de chauvinisme et d'autoritarisme. Mais, en même temps que de pays socialiste l'URSS se transformait en pays impérialiste (ce dont l'invasion de la Tchécoslovaquie fut la première grande manifestation), «souveraineté limitée» et «division internationa-

le du travail» devenaient de plus en plus les principes directeurs de ses relations avec ces pays. Seules y échappaient, au prix d'une résistance acharnée, la Yougoslavie et la Roumanie.

Aujourd'hui, la Pologne n'est pas libre : tel est le problème fondamental auquel elle se trouve confrontée. Comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, l'Allemagne de l'Est.

Le peuple polonais, dressé contre son oppression, à cette fois franchi un pas vers sa liberté : les réactions ouvertement menaçantes de l'URSS montrent assez qui a perdu quelque chose dans la bataille et en même temps combien seront dures les autres : car il y en aura d'autres et le chemin sera long vers cette indépendance sur la base de laquelle pourra s'édifier alors le socialisme. Cette indépendance, il faudra la conquérir car l'Union soviétique ne laissera pas la Pologne aux Polonais sous prétexte qu'il y aurait risque qu'elle tombe aux mains des Américains par exemple, et ne serait-ce que pour la position stratégique qu'elle représente (bien aussi importante que l'Afghanistan ou la Tchécoslovaquie) dans ses plans hégémoniques.

Nous aurons donc encore à être solidaires de la classe ouvrière et de tout le peuple polonais.

Gilles CARPENTIER

(1) C'est ainsi que sont définis dans le premier point de l'accord les syndicats à créer. «l'activité des syndicats en Pologne populaire n'ayant pas répondu aux espoirs et aux aspirations des travailleurs».





**SUR LE CHEMIN
DE L'ECOLE...
LE FRIC**

Jamais la rentrée scolaire n'aura été plus coûteuse pour les familles de travailleurs. Elle s'inscrit dans un contexte général de hausses même sur des produits de première nécessité, de baisse de nos salaires, et les prestations familiales qui sont pourtant l'objet de nombreuses congratulations gouvernementales, brillent par leur modestie.

La fourniture des livres scolaires de la 6e à la 3e a marqué un progrès indéniable, mais a-t-on seulement entendu murmurer que ces manuels, vu leur consistance, nécessitaient obligatoirement l'achat de cahiers d'exercices et autres compléments... que les élèves de LEP (ex CET) étaient exclus de cette gratuité?

Le terme aberration serait à inventer, s'il n'existait, pour qualifier le fait que les sections CPPN et CPA (*) reçoivent gratuitement leurs manuels si elles siègent en CES, mais non si elles ont élu domicile dans un LEP?

Sait-on que les crédits alloués pour les manuels scolaires baissent au fur et à mesure qu'on passe des classes nobles aux classes de parage?

Comment peut-on affirmer qu'un intense travail pour revaloriser le travail manuel s'accomplit alors qu'une entrée en première année de CAP coûte 1000,10 F en fournitures scolaires ordinaires et de 1247 F à 2214 F selon qu'on veuille devenir monteur en équipement technique en bâtiment ou y travailler dans l'hôtellerie, pour les fournitures spécifiques? O ironie la prime d'équipement pour les bour-

siers (312 F) n'est délivrée qu'aux élèves des sections industrielles, élèves en commercial ou en hôtellerie en sont exclus.

Les allocations familiales devraient permettre de contrebalancer le poids de cette insupportable rentrée scolaire, mais que faire avec, puisque toutes les organisations de consommateurs s'accordent à dire que ces prestations familiales ont perdu en 10 ans 50% de leur pouvoir d'achat. D'autre part, il n'existe pas vraiment de mesures aidant plus particulièrement les familles peu aisées. D'après les chiffres de l'INSEE, la CSF a établi que les avantages sociaux étaient les mêmes

Pour toucher l'allocation de rentrée scolaire (218,65 F) le revenu mensuel de la famille pour un enfant ne doit pas excéder 3778 F et pour deux enfants 4562 F, les élèves de plus de 16 ans, cas fort propagé dans les LEP, en sont exclus.

Pour toucher le complément familial (455 F) le revenu net d'un salaire pour un enfant ne doit pas excéder 5176 F et pour deux enfants 6211 F.

Cependant il reste les bourses? Oui, mais peut-on en parler encore?

Si les crédits alloués aux bourses augmentent quelque peu, ils ne suffisent pas à contrebalancer le poids de l'inflation. De 78 à 80,

année. Par ailleurs, les plafonds de ressources pour l'obtenir n'ont pas augmenté non plus. A la rentrée 80 seule une famille de deux enfants, gagnant 2332 F et une autre de trois enfants gagnant 2798 F se verrait attribuer une bourse. D'autre part, dans l'attribution des bourses aux élèves du technique, leurs énormes frais de rentrée ne sont pour ainsi dire pas tenus en considération, ils ne bénéficient que d'un point supplémentaire, c'est pourquoi 62% des élèves de LEP supportent entièrement le coût de leur formation professionnelle.

Une telle situation engendre :

Le gouvernement averti de ses seuils extrêmement bas, pour obtenir une bourse, en profite pour détourner les fonds consacrés aux bourses : en 1978, 1765 millions ont été votés, 1422 millions de bourses ont été servis, en 1979, 1782 millions ont été votés, 1431 millions de bourses ont été servis. Où est allée la différence? Il semblerait qu'elle ait été consacrée en partie au budget des livres scolaires...

En dépit des dernières déclarations du conseil des ministres du 3 septembre sur les «aides exceptionnelles» qu'il accorde aux familles les plus défavorisées pour la rentrée scolaire 80, il n'en demeure pas moins que ces allocations extraordinaires sont de 25% inférieures à celles de 79.

Nathalie VILLOTIERS

(*) CPPN et CPA : classes préprofessionnelles de niveau. Classes préparatoires à l'apprentissage.

DES LUTTES POUR LA RENTREE

Si les familles sont obligées de se sacrifier pour payer le coût de la rentrée scolaire, elles n'en ont pas pour autant la garantie que leurs enfants connaîtront de bonnes conditions d'étude. Le redéploiement de la carte scolaire se poursuit, des classes de maternelle, de primaire, ferment, d'autres en secondaire sont bourrées, des élèves de LEP sont dirigés vers des sections qu'ils n'ont pas choisies, voire attendent encore à ce jour leur affectation dans un établissement, des maîtres auxiliaires sont « remerciés », etc.

Contre une telle politique, le SNES, le SNETP/CGT, le SNEP et le SGEN/CFDT ainsi que le SNC et le SNALC ont appelé à des mouvements d'action dès les premiers jours de la rentrée; certaines fédérations du SNI/PEGC se préparent également à débrayer, mais on peut s'interroger sur l'unité d'action syndicale qu'il faudrait créer à cette occasion lorsqu'on connaît les dernières déclarations de Guy Georges, secrétaire national du SNI/PEGC : « Ce ne serait pas une attitude syndicale de se mettre en grève alors que nous sommes en pleines négociations » (6, 7 septembre 1980).

pour les familles de cadres supérieurs et de travailleurs, les premiers bénéficiant de la réduction d'impôt due à la présence des enfants à charge, les autres des prestations sociales.

elles ont baissé de 38% pour le premier cycle et de 15% pour le second cycle. La part de bourse n'a pas augmenté de 79 à 80 (168,30 F) elle a donc perdu 15% de son pouvoir d'achat en une

L'espace de deux semaines, c'est le petit chèvre maison et les rillons, les haricots du jardin et le pain de quatre livres qui m'ont tenu lieu d'ordinaire. Ajoutez quelques rudes journées à travailler sous le soleil et - je dois le confesser - une belle moisson d'ampoules au creux de mes mains de bureaucrates, vous aurez une idée de mes vacances. Là s'arrêterait le retour aux sources car à la fête du village, l'orchestre rock régnait sans partage sous les lampions.

Me voilà revenu dans la ZUP bétonnée, la purée en sachet a repris ses droits et j'en suis fort aise. Car, voyez-vous, je suis un bien mauvais client pour le ministre Lecat et son année du patrimoine. Entendez-moi bien, j'ai un grand respect pour mes ancêtres, leurs rythmes et leurs saisons, leurs heurts et leur labeur. N'allez pas croire que je méprise le passé, si précieuse mine d'enseignements. Non, ce qui me file des boutons, ce sont les bluettes idylliques qu'on nous sert sur le bon vieux temps.

L'autrefois provincial et campagnard autour duquel on voudrait nous réconcilier entre bons Français de souche, dans une frileuse nostalgie, c'était la merde, la misère et l'obscurantisme, enchaînés au travail et dépourvus de droits autant qu'on peut l'être. L'avenir fait peur, le présent est incertain. Réchauffons-nous aux douceurs du passé. Je n'ai que faire de ce programme pour fœtus. D'ailleurs, chez moi, ce passé d'opérette, on ne saurait pas l'inventer. Avant les HLM, il n'y avait rien que le néant et si le présent c'est pas tellement rigolo, eh bien, on est condamné à s'inventer un avenir, et pour ça, on laisse à d'autres les valeurs immortelles cultivées par Pétain et les œuvres complètes de Giono.

Bien sûr, c'est à nous de régler nos problèmes. Les ouvriers de Gdansk se sont battus avec l'efficacité que l'on sait contre la censure qui chez eux bâillonne l'expression. Chaque peuple luttant dans des conditions spécifiques, ce qui est vrai dans la patrie de Valesa ne l'est pas forcément chez nous. En effet, à lire tout ce qui a pu s'écrire et se dire comme énormité dans les médias français à l'occasion des grèves polonaises, on se prend à penser qu'un peu de censure ne serait pas mal venue.

Hersant et sa cohorte de pisse-copie aux ordres célébrant les libertés syndicales et la légitimité des grèves, ça ne devrait pas être permis. L'autogestion ouvrière traitée comme la seule forme de pouvoir répondant aux normes du bon sens par les chantes de la démocratie giscardienne, ça ne devrait pas être permis. La classe ouvrière parée

du travail... C'est sans doute leur manière à eux d'honorer la mémoire des ouvriers polonais tombés sous les balles en 70 et 76...

C'est le plus long. Dix-sept kilomètres. Dix-neuf ouvriers tués. Des années de travail. Voilà que l'Italie s'est considérablement rapprochée de la Suisse. Ce tunnel du St Gothard dont l'ouverture fut un des événements de l'été m'en rappelle un autre.

Ce n'étaient pas des Italiens, des Yougoslaves et des Allemands qui le construisaient sous l'égide des banques suisses. Mais des Français, des Russes et des Polonais sous la shlague nazie. D'ailleurs, il existe toujours, un peu plus loin à l'Est, sous les mêmes cailloux, à la frontière austro-yougoslave. Dans un livre (*Le tunnel*) qui fut à jus-

Ils n'avaient guère le choix, mais ils l'ont fait : ils ont vaincu la mort et sont sortis debout. Becs et ongles, ils se sont frayé eux-mêmes une voie vers la lumière.

Jamais je n'aurais pensé qu'un livre sur les camps de la mort puisse recéler tant de raisons d'être optimiste.

Michel Droit, vous connaissez? Académicien de fraîche date qui s'est distingué comme l'insulteur antisémite du chanteur Gainsbourg, auparavant brosse à reluire attirée du Général. Le *Canard enchaîné* avait en son temps observé avec perspicacité qu'il était droit comme un Z.

Cet homme-là qui, tout petit déjà, à l'âge où les enfants volent des sucres d'orge, arpentait avec délice les allées de l'exposition coloniale, produisait au début de l'été une série télévisée intitulée : « *Cela s'appelait l'Empire* ».

Cet hymne impudent à la gloire de l'impérialisme français a suscité des réactions légitimement indignées. Il a aussi encouragé un certain nombre de malfaisants à redresser la tête. En témoigne la prose lue lundi dans la rubrique « Idées » du *Monde* : « *Prise globalement, l'aventure coloniale de la France est, à coup sûr, le plus légitime et le plus fécond des impérialismes que le monde ait connus. Cela ne va pas sans zones d'ombre, mais quelle aventure humaine y échappe? De même que devant le cercueil d'un mort l'on ne se souvient que de ses vertus, devant une aventure éteinte on a le droit de s'en privilégier que les grandeurs (surtout quand on est de la famille), et au Maroc plus qu'ailleurs. J'ai servi d'assez près l'actuel souverain du Maroc, quatre ans durant, pour savoir qu'il ne démentirait pas cette analyse. Il est vrai que lui sait de quoi il parle...* ».

Effectivement, si Hassan II le dit, il n'y a plus qu'à s'incliner!

A bâtons rompus

par Pierre Marceau

de toutes les vertus d'une force révolutionnaire par ceux-là mêmes qui n'ont d'yeux que pour les écolos et autres nouveaux mouvements sociaux, ça ne devrait pas être permis.

Encore que, me direz-vous, tant d'indécence fait rire et la dérision vaut bien tous les ciseaux de la censure.

Mais tous ne font pas rire. A la *Vie ouvrière*, pour ne pas la nommer, on pratique un genre d'humour qui fait plutôt froid dans le dos. Chantant les mérites des dirigeants de Varsovie, l'organe de la CGT écrit dans son édition du 3 septembre : « *A plusieurs reprises déjà dans le passé, on avait pu constater que l'on ne prend pas à la légère les voix qui montent du monde*

te titre un succès de librairie et que je devorais à la veillée cet été, André Lacaze raconte l'histoire de ces hommes arrachés à l'horreur des chambres à gaz du camp de Mauthausen pour trimmer comme des bêtes ne le feraient pas, dans l'enfer d'un chantier stratégique.

Communistes, résistants, gaullistes, droits communs, voilà ce qu'ils étaient et aussi les chalands, ceux qui ont été râflés par hasard, par malchance. Eh bien, ces hommes-là, au total pas meilleurs que la moyenne, pas moins égoïstes, pas moins démerdards non plus, ils ont été capables d'écrire avec leur cœur, leur raison et leur sang une des plus grandioses épopées contemporaines.

BONDY : ARASKI S'EFFONDRE... LE RACISME A ENCORE FRAPPE

Samedi 23 août à Bondy : dans quelques heures Araski Saasi, un jeune algérien de 22 ans doit partir en vacances en Algérie. Il vient de sortir de chez lui pour aller s'acheter un blouson. Sur la place du marché, se sentant suivi, Araski se retourne. Vincent Delbrel est là qui lui fait face, revolver au poing. Araski s'enfuit en courant. Des coups de feu claquent, Araski s'écroule. Le tueur a visé dans le dos. Atteint à l'estomac et à la rate, Araski a dû rester plusieurs jours en réanimation. S'il n'est pas mort, c'est une pure chance.

Le tueur? Vincent Delbrel s'est revendiqué du Front national de Le Pen. Il prétend avoir voulu se venger d'Araski à la suite de la correction infligée à des colleurs d'affiches du Front national, à Bondy, au début du mois. Le Front national, qui joue la carte de l'honorabilité, a démenti l'appartenance de Delbrel à ses rangs. Mais le fait est que Delbrel a reconnu avoir participé au collage d'affiches du Front

national et fréquentait les milieux fascistes. Il était d'ailleurs connu pour cela avant son crime. Ne dit-on pas qu'il aurait été vu un jour, dans le train, avec un pistolet-mitrailleur dans un sac à dos? Individu du genre facile à se faire monter la tête, Delbrel a été chauffé par la propagande raciste du Front national. Voilà à quoi conduisent les appels de Le Pen à jeter les immigrés dehors!

En juin dernier, à Bondy déjà, dans la cité de Lattre, une bande fasciste s'était livrée à une ratonnade. Un jeune Algérien avait eu le dos tailladé à coups de lames de rasoir. Quelques jours plus tard, des cocktails Molotov avaient été lancés contre une entrée d'immeuble. Puis une campagne de coups de téléphone dans les écoles avait eu lieu, menaçant les enfants immigrés. Dans le même département, des femmes algériennes avaient été agressées, de jeunes algériens s'étaient fait tirer dessus.

A l'époque, la police avait tenté de faire passer les agressions racistes de Bondy pour des «régléments de comptes entre loubards». De cette manière, les fascistes pouvaient continuer à sévir. La version policière avait été mise à mal lorsque des militants de la FANE, organisation néo-nazie, avaient été arrêtés, transportant des cocktails Molotov, des manches de pioches et reconnurent préparer l'attaque d'une cité d'immigrés. Ils ne furent condamnés qu'à trois mois de prison avec sursis. Par contre, de jeunes immigrés qui s'étaient fait tirer dessus le 12 juin à Aulnay-sous-bois et s'étaient défendus, ont passé deux mois en prison.

Aujourd'hui les faits sont clairs : voilà un assassin qui ne dissimule pas ses opinions. Qui oserait encore parler de «régléments de comptes entre bandes rivales»? Et pourtant, voici ce qu'osait déclarer le secrétaire général de la Préfecture de Seine Saint-Denis à un

journaliste du *Matin* : « L'affaire de samedi est un règlement de comptes entre jeunes. Un acte de vengeance. Il n'y a rien de sérieux dans tout cela. D'ailleurs, c'est l'histoire de bandes qui se connaissent de longue date... ».

Et voici ce qu'ont déclaré des policiers dans les locaux de la 11e brigade territoriale d'Aulnay-sous-bois : « Encore une histoire montée par la presse. Quand un Français se fait flinguer, vous ne vous dérangez pas. (...) C'est pas compliqué, on est toujours emmerdé par les Arabes, on passe notre temps à s'occuper d'eux. Ils ne veulent pas s'intégrer ». Et c'est la 11e BT qui est chargée de l'enquête sur la tentative d'assassinat d'Araski! On ne doute pas de l'issue. Du moins si la police était seule à enquêter. Mais, en Seine Saint-Denis, les antifascistes enquêtent eux aussi sur les crimes fascistes...

Pierre BURNAND



La librairie Le Phénix après un attentat des néo-nazis

LES NAZIS DISSOUTS DOIVENT ETRE POURSUIVIS !

Monsieur Fredriksen, secrétaire général de la FANE, comparait le 19 septembre devant le tribunal correctionnel de Paris. La FANE, c'est cette officine néonazie pour laquelle, Juifs, Arabes, noirs et jaunes ne sont que races inférieures qui n'auraient aucun droit à vivre dans ce pays; c'est cette officine qui se réjouit, trop pour y être étrangère, des attentats racistes ou visant telle imprimerie, librairie, tel mouvement un tant soit peu progressiste, antifasciste; c'est cette officine dont était membre un inspecteur des R.G., J.P. Durand (lui, comparait le 19 septembre aussi, devant une commission de discipline : on avait cité son nom après l'attentat fasciste horriblement meurtrier de Bologne en Italie).

La FANE, après de longs mois de « réflexion », le ministre Bonnet l'a dissoute, le 3 septembre. Bonnet, c'est ce ministre qui pense qu'il ne faut pas exagérer l'importance de ces groupes nazis : une longue liste de blessés et un mort en quelques mois, ce n'est rien sans doute! Et c'est miracle qu'il n'y en ait pas eu plus de morts : qu'on se souvienne de l'attentat contre la librairie *Le Phénix* et contre le MRAP. Bonnet a laissé tout leur temps à Fredriksen et ses semblables pour se reconverter : c'était chose faite le 11 juillet où étaient fondés le FNE (Faisceau nationaliste européen) et le Centre de culture européenne. Siège : celui de l'ex-FANE. Une journaliste de *Libération*, d'origine juive, y a retrouvé Fredriksen et quelques autres et a failli payer sa curiosité de coups de manches de pioche ou de rasoir (les menaces n'en ont pas manqué). Dans les Alpes maritimes, tout récemment, des menaces de mort ont été envoyées au nom de la FANE à des membres de la communauté israélienne et des inscriptions antisémites fleurissent sur les murs de Nice.

Alors, pour le 19, Fredriksen, encadré de ses gardes du corps au crâne rasé, sortira-t-il de nouveau tête haute et avec le sourire du tribunal, comme lors de sa 1ère comparution? Il est clair que la dissolution de groupes tels que la FANE, ou ceux qui la remplacent, ou d'autres qui font de semblables apologies du racisme, tels le PFN et autre Front national ne devrait pas demander tant de réflexion. Encore faut-il que ceux qui se font les propagateurs de ces théories racistes et fascistes, ceux qui les traduisent en actes, soient recherchés, poursuivis et condamnés.

Sans quoi la bête immonde, loin d'être atteinte, se verra encouragée par l'impunité et les tueurs feront toujours et encore couler le sang.

Force est de reconnaître que le gouvernement, dont en particulier la politique de ségrégation et d'expulsion à l'égard des immigrés n'a pu qu'encourager ces actes, ces propagandes et ces groupes, n'en prend guère le chemin, la dissolution tardive et isolée de la FANE ne pouvant faire illusion à cet égard. Tout au moins témoigne-t-elle de l'ampleur de la réprobation qui a contraint le gouvernement à ce geste et qui pourra seule le contraindre à aller plus loin.

G.C.

DANS NOTRE PROCHAINE EDITION

Le prochain numéro de l'Humanité Rouge contiendra le projet de programme qui servira de base à la discussion préparatoire au 4e Congrès du PCML. Ultérieurement, une tribune de discussion sera ouverte dans nos colonnes. Ce numéro doit être l'occasion d'une vente exceptionnelle. Plus nombreuses seront les contributions, les critiques, les propositions de travailleurs et meilleur sera le résultat.

Passez vos commandes.

« HITLER N'A PAS ASSEZ EXTERMINE DE GENS COMME VOUS »

Gaz lacrymogènes, déploiement de forces policières, Henri L'Hoer immobilisé par une fêlure des vertèbres, M. Djeridi s'écroule victime d'un malaise cardiaque, Radja, sa fille, transportée d'urgence à l'hôpital pour une crise violente de vomissements, à la suite de coups.

Pourquoi et comment? Vendredi 5 septembre, à Amiens, dans le quartier d'Etouvie, une vingtaine de policiers sont dépêchés au domicile de M. et Mme Djeridi (d'origine maghrébine)

pour les expulser de leur domicile pour non règlement de loyer. Les flics arrivent, frappent le locataire, sa fille et l'adjoint au maire présent à l'expulsion; les déménageurs, devant la tournure que prennent les événements remettent les meubles dans l'appartement, les policiers sont alors obligés de partir, ils injurient alors la famille Djeridi : « Hitler n'a pas assez exterminé de gens comme vous ».

Racisme, apologie d'Hitler, répression policière, cela ne vous rappelle-t-il rien?

REPRESSION COLONIALISTE EN NOUVELLE-CALEDONIE

A la suite d'une manifestation ayant eu lieu le 23 juillet et au cours de laquelle de violents affrontements s'étaient produits entre la police colonialiste française et les manifestants, 5 mili-

tants du Parti de libération kanake ont été condamnés chacun à une peine de trois mois de prison fermes. Ils sont emprisonnés depuis le 23 juillet. Ils ont décidé de se pourvoir en cassation.



Montreuil-Dufour

PORTES OUVERTES SUR LA LUTTE

Après la date officielle du 1er septembre pour la fin des congés payés, l'occupation continue chez Dufour. La grande majorité des 700 travailleurs de l'entreprise ont répondu présent et après le léger repli du mois d'août sont revenus sur le terrain.

Côté patronal, rien de bien nouveau après la mise en règlement judiciaire de l'entreprise, fin juillet dernier. Quelques éventuels clients se sont présentés cet été pour examiner la situation de l'entreprise, une des premières pour la construction de machines-outils en France, et qui avait mis au point ces dernières années une nouvelle machine à technique de pointe, la fraiseuse à « bande fixe » T7 000.

Samedi 6 septembre, lors de la journée porte ouverte organisée par la CGT, la CFDT et la CGC (créée au cours du conflit) on pouvait examiner à loisir cette énorme machine aux immenses possibilités.

On pouvait aussi visiter les ateliers et faire le point de la situation avec les délé-

gués et les travailleurs présents. Et dès le matin, les visiteurs se pressaient en petits groupes dans les allées de l'usine. L'usine Dufour, la plus importante de Montreuil suscite un grand intérêt dans la population.

« Nous avons confiance, l'usine sera reprise » nous explique un délégué CFDT qui dirige notre visite. « Nous avons un matériel important et de bonne qualité. Nous avons un bon niveau technique aussi. Trop bon même puisque ce sont les modernisations pour le T7 000 qui ont créé le déficit budgétaire ». D'ailleurs les clients de Dufour ont eux-mêmes confiance, telle cette industrielle venue passer une commande en pleine assemblée générale.

Pour l'heure actuelle, il faut organiser l'occupation et développer le soutien. Une bonne raison pour les deux sections CGT et CFDT de diriger ensemble. Les travailleurs de l'usine l'ont bien fait savoir dès les premières assemblées de septembre : c'est la condition de leur confiance et de leur mobilisation.

Claire MASSON

Montpellier-Bouygues



Diffusion d'un tract CGT dénonçant la répression antisyndicale intolérable qui sévit chez Bouygues, au chantier La Peyronie à Montpellier, ainsi que les entraves du patron au déroulement d'élections de délégués du personnel. Sur le chantier, il n'y a pas eu d'élection depuis 1 an 1/2. Non content de cela, le patron interdit l'accès du chantier au représentant CGT de la construction. Au cours de cette diffusion, « le patron du chantier », pour rester constant avec lui-même, est arrivé flanqué d'un huissier qui a noté les noms des diffuseurs et les mots d'ordre sur les panneaux.

DEMANDE DE CONTACT

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
 Prénom
 Lieu de travail
 Adresse
 Code postal

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

Marin oui ! galérien non !



Boulogne-sur-mer, le 26 août, la ville s'est installée dans le conflit. Au quai Gambetta, les artisans pêcheurs barrant l'entrée de la Liane, sur l'embranchement de laquelle s'est constitué le port. La gare maritime est totalement vide et déserte. Plus loin, sur le viaduc Jean Jaurès, point de passage obligé entre la ville et les installations portuaires, des piquets de marins de la pêche industrielle empêchent tout camion de livrer des marchandises aux conserveries.

De fait, les entrepôts, la gare des marées, les écluses, les chalutiers de cinquante mètres alignés au bassin Loubet, tout s'est arrêté depuis le 21 juillet, et le conflit n'a cessé de se durcir devant l'intransigeance du gouvernement et des armateurs. Les marins-pêcheurs, qui ont l'habitude d'affronter les dangers, voire la mort (taux d'accidents mortels le plus élevé de la population active), sont des gens déterminés à aller jusqu'au bout.

Mais pourquoi en est-on venu là ? A Boulogne, où l'on traite 1/3 du poisson français, il y a certes 70 embarcations de pêche artisanale, mais les maîtres du port, ce sont les armateurs, qui disposent de la trentaine de chalutiers les plus gros (de plus de 800 tonnes), les plus performants (pouvant ramener plus de 200 tonnes de poissons), les plus modernes aussi : chalutiers-congélateurs, thoniers-congélateurs, très récents pour la plupart... Bien souvent petits patrons de pêche avant-guerre, les armateurs d'aujourd'hui sont ceux qui ont su tenir le coup pendant la période noire, puis s'initier aux nouvelles techniques, et profiter au maximum de l'époque où le carburant était bon marché pour accroître et moderniser leur flotte. Ceux, aussi, qui se sont intéressés à la commercialisation du poisson en créant leurs conserveries, leurs entreprises de surgélation (comme Pêche et Froid...), en s'entendant pour créer la « coopérative de traitements des produits de la pêche », où l'on transforme le poisson non vendu en farines, ce qui procure le triple avantage : - de soutenir les cours sur le marché tout en obtenant une subvention de

Bruxelles. - d'apporter des revenus supplémentaires. - de ne payer les marins qu'en fonction du prix plancher du poisson. Mais aujourd'hui, la hausse importante du carburant, la rarefaction de certains types de poisson, les réglementations communautaires et internationales protégeant certaines variétés (comme le hareng, autrefois 25% du poisson bouillonnais) et interdisant de dépasser certains quotas, tout cela fait sérieusement baisser le taux de profit des armateurs.

LE CAHIER DE REVENDICATION... DES ARMATEURS Pour faire face à la situation, et bénéficier des subventions promis par le ministre Le Theule pour ceux qui sauraient « assainir leur gestion », les armateurs bouillonnais soumettent aux syndicats CGT et CFDT (qui font jeu égal à Boulogne, bien que la CFDT soit majoritaire dans le secteur artisanal) ... leur cahier de revendication : -réductions des



effectifs embarqués de 22 à 18 hommes pour les gros chalutiers, 2 hommes en moins sur ceux de 16 à 19 hommes ; - « contribution » des équipages au coût du carburant par un prélèvement de 10% sur le produit brut de la vente, d'où une diminution des salaires. (voir article « vous avez dit onze millions ? ») Pour dramatiser les choses, le comptoir Manesse et Sénéchal indiquait qu'il se trouvait en cessation de paiement et prêt à déposer son bilan. Les syndicats firent vite les comptes et réagirent :

BOULOGNE - GDANSK, VILLES JUMEELES C'est ce que vous apprendrez en consultant certains panneaux qui marquent l'entrée de Boulogne. Certains des chalutiers récents de la pêche industrielle ont été construits par les ouvriers du chantier naval de la ville polonaise. Aujourd'hui, les combats menés par les travailleurs de ces deux villes contre leurs bourgeoisies respectives donnent aux deux termes « villes jumelées » un air tout neuf. Villes jumelées dans la colère, dans la lutte, dans les espoirs de celui sans lequel on ne peut prétendre transformer le monde : le peuple.

UNE COLERE QUI VIEN DE LOIN

La colère des marins-pêcheurs n'est pas venue comme un éclair dans un ciel serein. Le conflit était prévisible depuis longtemps ; il n'est d'ailleurs pas propre à notre pays : les Ecossais ont fait grève en juillet, et le gouvernement britannique a annoncé le 7 août qu'il accorderait une aide de 14 millions de livres (135 millions de francs) au secteur de la pêche ; les pêcheurs d'Outre-Manche réclament 35 millions de livres. En RFA, les pêcheurs de crevettes du Schleswig-Holstein ont immobilisé depuis le 9 août, leurs 270 bateaux pour réclamer la révision du prix de la crevette au kilo, et une subvention du gouvernement pour faire face à la hausse du prix du fuel. Ils menacent les autorités d'un « mouvement à la française ».

A cette crise qui touche les pays européens, deux phénomènes déclencheurs : - d'abord, la hausse du prix du carburant. Même « détaxé », le coût de celui-ci a été triplé d'août 1975 à août 1980. - Ensuite l'épuisement des ressources en poissons tant sur les fonds côtiers que sur la plate-forme continentale, épuisement dû à l'emploi de techniques de pêche non sélectives, ainsi qu'à des pêches trop intensives. Aujourd'hui un certain nombre de pêches sont interdites en mer du Nord (hareng) et des quotas très stricts ont été fixés par les pays riverains selon les espèces de poisson.

De plus, les conférences sur les droits des mers de 1973 et 1978, ont reconnu à chaque Etat riverain la possession d'une « zone économique exclusive » (ZEE) de 200 miles. Cette disposition visait surtout à préserver du pillage les pays du Tiers Monde à façade maritime.

Or, l'essentiel de la pêche hauturière et industrielle française se fait hors de nos côtes. La pêche hauturière se fai-

sant en mer du Nord dans les eaux communautaires et vers la Norvège et l'Islande. Les chalutiers français se trouvent encore plus handicapés que ceux des pays nordiques par la hausse du prix du carburant à cause de la distance à parcourir, et sont très dépendants des décisions des pays riverains.

Face à cette crise l'attitude du gouvernement est de n'intervenir que pour soutenir les plus gros armements, ceux qui « améliorent leur gestion ».

L'évolution joue donc contre la pêche artisanale d'abord, qui avec ses 12 000 bâtiments (95% de la flotte) pêche seulement 35% du tonnage global. La pêche artisanale emploie moins de 20 000 personnes (patrons pêcheurs à qui appartiennent les bateaux, plus leurs aides) actuellement contre 52 000 en 1960.

Mais elle joue aussi dans le sens d'une réduction des armements de pêche industrielle. Les pouvoirs publics cherchent depuis longtemps à réduire de 115 à 15 seulement les armements nationaux (contre deux groupes allemands et le célèbre groupe anglo-américain Univeler, qui possède une flotte importante).

Le « laisser-aller » apparent du gouvernement est donc une politique délibérée d'élimination d'une partie de la pêche artisanale et de soutien à quelques grands armateurs, susceptibles de faire face à la concurrence internationale. Comme le Groupe Pêche et Froid, par exemple, qui se spécialise dans les thoniers-congélateurs, et vient d'installer une conserverie en Côte-d'Ivoire pour mieux piller les côtes d'Afrique.

Philippe RIJSEL

cela représentait 100 postes de travail en moins et une baisse de 13% des rémunérations. De plus, ces mesures constituaient une flagrante violation de la convention collective de 1975.

Puisque les armateurs s'obstinaient à refuser d'embarquer les effectifs normaux, les marins refusaient de partir en mer, s'estimant tous lock-outés.

LE METIER LE PLUS DUR La première personne avec laquelle je me suis entretenu du conflit, à Boulogne, est un ancien mineur qui a eu l'occasion d'aller en mer plusieurs fois sur un chalutier. Il m'a donné les raisons de ce refus unanime : « Le métier de marin, c'est le plus dur, avec celui de mineur. Les marins de la pêche industrielle partent pour 12, voire 18 jours en mer à chaque fois. De jour comme de nuit, le chalut est lancé, puis remonté toutes les deux heures à peu près, et entre deux remontées, les marins doivent traiter le poisson. Quand la pêche est abondante, il faut faire vite ! Dans une journée ordinaire, on travaille une quinzaine d'heures ! »

Diminuer les équipages, c'est d'abord aggraver les conditions de travail des équipages embarqués. C'est ensuite supprimer de nouveaux emplois dans une ville déjà plus que touchée par le chômage.

compte 7000 sans emplois, soit 12% de la population active (plus du double de la moyenne nationale). Le pêche fait vivre 1/4 de la population de la ville avec ses activités annexes. On comprend dès lors que les dockers, les ouvriers de la marée et des conserveries, mais aussi l'ensemble de la population laborieuse se soient retrouvés à plusieurs reprises au cours du conflit derrière les marins pour défendre l'emploi, unis malgré quelques manœuvres politiciennes (les affrontements PC-PS ne cessent pas) : unis surtout malgré les provocations de certains marayeurs, autour des mots d'ordre : « Marins, ouï ! galériens, non ! » et « Armateurs : Exploiteurs ! ».

Ces armateurs croyaient faire céder les marins-pêcheurs au moindre coût. Mais une semaine après le procès-verbal de conciliation des armateurs, le 3 septembre dernier, la lutte continue à Boulogne. Elle continue même à s'organiser. Les actions continuent et les collectes se multiplient. Lundi 8, 200 femmes de marins se sont réunies à la Bourse du travail et ont approuvé l'action de leurs maris. C'est un appui important pour les grévistes qui sont privés de revenus depuis bientôt trois

mois. C'est un élément important aussi pour que le soutien et la solidarité envers les marins-pêcheurs bouillonnais progressent dans les jours à venir.

VOUS AVEZ DIT ONZE MILLIONS ? Tous les moyens sont bons pour rendre une grève imppopulaire. M. Le Theule s'y connaît, qui a dû affronter naguère les aiguilles du ciel. D'après lui, un marin gagnerait « en moyenne » (!) onze millions par an !

Or, de mémoire de Bouillonnais, la meilleure paie sur le meilleur chalutier la meilleure année n'a pas excédé un maximum de 8 millions l'an (c'était sur Le Mousse en 1979). Avec, pour 12 jours de pêche, une moyenne de 178 heures de travail. A peine 18 francs de l'heure.

Ce marin-pêcheur de la CGT, que j'ai rencontré à un solide piquet, a travaillé longtemps pour l'armateur Jean Delportier. Il m'explique : « Nous vivions exclusivement sur le partage de la "mise à terre", en fonction de la quantité de poisson débarqué, et de son prix de vente aux marayeurs. Si la pêche est bonne, et vendue à un bon prix, tout va bien. Mais que vienne une mauvaise pêche ou bien une avarie, et on se retrouve avec pour tout salaire le minimum garanti... Et on voudrait, en plus, aggraver nos conditions de travail en passant de 22 hommes à 18 ? On voudrait diminuer nos salaires de 10% ? »

« Au comptoir Manesse et Sénéchal — que l'on dit prêt à déposer son bilan — il y a, poursuit-il, quatre PDG, et allez voir leurs superbes bureaux ! »

Payés combien, pour combien d'heures et pour quels risques, les PDG ?

TOUTE UNE VILLE CONCERNEE Depuis la mise en veilleuse des APO (Acéries de Paris-Outreau), Boulogne

Desquennes et Giral, entreprise de pose et d'entretien des réseaux ferrés, emploie environ 900 travailleurs, immigrés pour la plupart, M. Giral, le PDG, est membre de la commission sociale et de l'assemblée permanente du CNPF. Il est aussi président de la commission sociale de la fédération patronale des travaux publics. Rien que ça !

Deux délégués CGT m'expliquent les raisons de la lutte. Travaillant de chantier en chantier, pour un travail pénible et souvent dangereux, ils ne touchaient que 2700 francs par mois. Un travailleur immigré me montre sa feuille de paie de mai : 13,40 F de l'heure ! Ils n'avaient que 32,50 F de déplacement, non valables les samedi et dimanche, et que le patron voulait réduire à 30 F. Dans d'autres entreprises, la prime est de 70 F. Comme on le voit, M. Giral fait du social ! Et puis, il y avait les conditions d'hébergement et de vie sur les chantiers qui étaient lamentables. Dans la Sarthe, ils étaient logés à trois ou quatre par bungalow. Sur le chantier du TGV, ils n'avaient pas d'abri pour manger. Le wagon-réfectoire



Desquenne et Giral

5e mois de grève

LA BATAILLE DU RAIL

Santigny : un village à quelques kilomètres d'Avalon, dans l'Yonne. A l'écart, en plein milieu des champs, des tentes, il y a là une quarantaine de travailleurs immigrés, poseurs de voie de l'entreprise Desquennes et Giral. A côté, la voie en construction du futur TGV (train à grande vitesse) qui couvrira la distance Paris-Lyon à 240 km/h de moyenne. La fine fleur de la technologie française... réalisée sur le dos de ces hommes-là. De l'autre côté de la voie, une voiture de gendarmerie est en observation. Le visiteur est détaillé à la jumelle.

C'est que, depuis le 2 juin, ils se sont mis en grève, les poseurs de rails du TGV. Leurs copains de la Sarthe, sur le chantier de la voie Le Mans-Angers, avaient engagé la lutte depuis le 8 mai. Depuis, la grève touche tous les chantiers.

Desquennes et Giral, entreprise de pose et d'entretien des réseaux ferrés, emploie environ 900 travailleurs, immigrés pour la plupart, M. Giral, le PDG, est membre de la commission sociale et de l'assemblée permanente du CNPF. Il est aussi président de la commission sociale de la fédération patronale des travaux publics. Rien que ça !

Deux délégués CGT m'expliquent les raisons de la lutte. Travaillant de chantier en chantier, pour un travail pénible et souvent dangereux, ils ne touchaient que 2700 francs par mois. Un travailleur immigré me montre sa feuille de paie de mai : 13,40 F de l'heure ! Ils n'avaient que 32,50 F de déplacement, non valables les samedi et dimanche, et que le patron voulait réduire à 30 F. Dans d'autres entreprises, la prime est de 70 F. Comme on le voit, M. Giral fait du social ! Et puis, il y avait les conditions d'hébergement et de vie sur les chantiers qui étaient lamentables. Dans la Sarthe, ils étaient logés à trois ou quatre par bungalow. Sur le chantier du TGV, ils n'avaient pas d'abri pour manger. Le wagon-réfectoire

n'était amené que quand il y avait une visite de l'inspection du travail. Voilà pourquoi, à l'origine, ils se sont mis en grève.

Pour tenter de les faire céder, tous les moyens ont été utilisés. La direction a embauché des Cambodgiens, Haïtiens, Guinéens, Ceylannais, pour faire le travail des grévistes. Evidemment, on ne leur a pas dit pourquoi ils étaient embauchés. Et ils se sont retrouvés brisés de

la grève. Parmi eux, des délégués CGT, seul syndicat de l'entreprise. La réintégration des licenciés est devenue maintenant la revendication essentielle. Le patron refuse toute discussion. Des licenciements que les grévistes sont bien décidés à refuser. Leur grève est ainsi devenue une lutte pour la défense du droit de grève et des libertés syndicales.

Et puis, il y a aussi les provocations et les attentats.

Le 30 août 1980, les travailleurs de Desquenne et Giral de Noyen (Sarthe) organisaient, avec l'aide des Unions locales CGT et CFDT de Sablé, un couscouc de solidarité.

Les travailleurs de Desquenne étaient satisfaits de la participation (plusieurs centaines de personnes). Les participants étaient avant tout des habitants de la région de Noyen et de Sablé où un gros travail de soutien est mené en commun par les UL CGT et CFDT et aussi par les syndicalistes des usines de la Sarthe.

Dans son intervention le secrétaire de l'UD CGT Sarthe (seul syndicat présent sur le chantier) après avoir rappelé le rôle assigné aux travailleurs immigrés par le système capitaliste et rappelé l'attitude des immigrés pendant la résistance, soulignait l'unité qui s'était réalisée autour des travailleurs de Desquenne et précisait que dans ce conflit difficile les travailleurs étaient toujours déterminés à la lutte. Il concluait en informant les présents qu'un appel à une manifestation de soutien au Mans était envisagé dans les jours prochains par son organisation.

Un autre militant de la CGT donnait alors quelques informations sur une réunion tenue par la Fédération des transports CGT, le matin même et dénonçait l'attitude des CRS et gendarmes mobiles sur le chantier du TGV dans l'Yonne.

Ce couscouc organisé sur le lieu d'habitation des travailleurs permettait de voir de près dans quelles conditions M. Giral héberge ses travailleurs.

L'Eglise par la voix de l'évêque du Mans a pris position en faveur des grévistes et l'intégralité des quotas faites dans les églises de la Sarthe le 31 août a été versée aux grévistes.

grève sur le chantier du TGV. Ils travaillent sous la protection des gendarmes mobiles, en tenue de combat. Les délégués CGT me disent : « Les gendarmes mobiles nous surveillent toute la journée. Les gardes mobiles sont derrière, cachés dans les bois. Si on veut aller discuter sur le chantier avec les non-grévistes, ils sont appelés par radio. On nous interdit de discuter avec les non-grévistes ». Dans les débuts, un colonel de gendarmerie est même venu sur place en hélicoptère...

Et puis il y a les licenciements, la répression antisyndicale : 69 travailleurs ont été licenciés depuis le début

A Oissel, en juin, un conducteur de travaux a tiré sur les grévistes. A Clichy-Levallois, un conducteur de travaux a foncé en voiture sur les grévistes et en a blessé un.

Et puis, à Santigny, dans la nuit du samedi 23 au dimanche 24 août, à 3h45 du matin, tandis que tout le monde dormait, un engin explosif a été lancé sur une tente. Une voiture démarrait aussitôt. Un gréviste a été atteint par un éclat et a dû être hospitalisé. « Si quelqu'un avait été debout, il était tué » disent les délégués. Jusqu'ou ira-t-on pour faire céder des hommes qui combattent pour de meilleures conditions de vie ?

**POUVOIR D'ACHAT
UN SOLDE NEGATIF**

● **LE SMIC**

Entre août 1976 et février 1980, en tenant compte de l'impact de la hausse des cotisations sociales et de la baisse de la durée du travail, il a crû de 38,3%, alors que, dans le même temps, l'indice de l'INSEE a augmenté de 41,6%.

● **LE SALAIRE OUVRIER HORAIRE**

Son pouvoir d'achat a progressé à un rythme plus lent au fil des 5 dernières années, (tandis que, parallèlement, la hausse des prix n'a cessé de s'accroître sur la même période). Celui-ci a évolué de la façon suivante : 5,1% en 1976, 3,4% en 1977, 2,56% en 1978, 2,81% en 1979.

Et ceci, pour atteindre un niveau record au premier trimestre 80 : les statistiques officielles révélaient pour la première fois depuis 11 ans une baisse évaluée à 0,32%. Ce recul suivait non pas une progression du pouvoir d'achat (contrairement en 1969, suite aux négociations de Grenelle) mais une très faible augmentation durant les 7 mois précédents quasi-annulée par les augmentations des cotisations sociales intervenues en janvier 79 pour l'assurance vieillesse, en avril pour les ASSEDIC et en août pour l'assurance maladie.

Et encore, tous ces chiffres ne traduisent que partiellement la réalité car ils ne prennent pas en compte la baisse de la durée du temps de travail et d'autre part, la comparaison est effectuée par rapport à l'indice officiel des prix qui est, comme on l'a déjà souligné, truqué.

● **LES RETRAITES DE SECURITE SOCIALE**

Les quelques 5 millions de vieux travailleurs en retraite voient cette année leur pouvoir d'achat baisser : ce dernier suit celui des salaires de l'année précédente sur lesquels les pensions de Sécurité sociale sont indexées.

● **LES FONCTIONNAIRES**

Leur pouvoir d'achat a chuté de 1,3% en un an (fin 79)

● **LES PRIX : EN HAUSSE CONTINUE**

De novembre 73 à juin dernier, l'indice officiel du coût de la vie a doublé (passant du niveau 124,5 à 248,7). Or, le précédent doublement des prix s'était étalé sur 15 ans.

En 1 an, la hausse des prix a été de : 17,3% pour les produits manufacturés, 9% pour les produits alimentaires, 12,8% pour les services.

Montée en flèche des loyers, suite à leur libération : de 50 à 60% en Gironde entre janvier 79 et juillet 80, de 66% en Haute-Garonne, sans parler des charges qui atteignent dans nombre de cas l'équivalent des loyers. Entre juin 1973 et février 1980, on peut évaluer à plus de 247% les augmentations pour l'électricité!

Hausse continue des tarifs publics, suite à la « vérité des prix » des entreprises publiques (l'Etat leur accorde moins de subventions et c'est l'usager qui paie plus cher). En juillet 80, hausse de 17% pour le ticket de métro et de 21% pour la cartouche (après les 9% de mai de la SNCF). Hausse de plus de 15% de l'EDF-GDF depuis le début de l'année.

CHOMAGE

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION

En moyenne, le nombre de travailleurs venant grossir les rangs des chômeurs est de 15 000 par mois. En 1 an, l'augmentation est de 6,5%.

Selon les statistiques officielles, le cap des 1,5 millions de chômeurs est atteint en juin 80, soit 2 millions de chômeurs réels, et les experts prévoient en 85 de 2,3 à 2,5 millions de chômeurs.

Les plus touchés : les jeunes de moins de 25 ans (38,9% des demandeurs d'emploi en mars 80) et les femmes. Elles représentent 40% de la population active et 55% des demandeurs d'emploi. Sont tout particulièrement frappées les jeunes femmes de moins de 25 ans (65,3% des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans).

Les suppressions d'emploi : de 73 à 78, on compte 256 000 emplois de moins dans l'économie française, alors que la population active augmente. Le groupe de travail du 8e plan prévoit de 78 à 85 une réduction du solde net de l'emploi industriel de 316 000 emplois.

Le travail temporaire : de mars 75 à mars 79, le nombre d'intérimaires a doublé. Et le nombre de travailleurs se trouvant au chômage après un emploi occasionnel a augmenté de 31%.

SANTÉ

UN ETAT ALARMANT

Pour augmenter les profits des monopoles et faire payer la crise aux travailleurs, Barre s'attaque à leur pouvoir d'achat, y compris dans le domaine de la santé. C'est la hausse des cotisations sociales (plus 2,5% en 1 an) et la loi Berger qui limite les prescriptions.

La nouvelle convention met en place une médecine à deux vitesses : une pour les riches, l'autre, au rabais, pour les travailleurs.

C'est donc à la fois une attaque contre les revenus des travailleurs et contre leur droit à se soigner : la réduction des prescriptions médicales s'accompagne d'une restriction des dépenses de santé au détriment des soins. En particulier dans les hôpitaux, on conjugue suppression des lits et compression du personnel.

Mais, la réduction des prestations médicales exige aussi la mise en place d'un contrôle renforcé sur les maladies et les médecins. A côté de la médecine patronale (les médecins SECUREX des patrons), la Sécurité sociale va développer ses propres contrôles et est un instrument patronal pour lutter contre l'absentéisme. A cet effet la loi Berger prévoit :

- des autorisations de sortie réduites pour les travailleurs malades.
- des menaces de sanctions pour les médecins qui accorderaient trop d'arrêts de maladie.

4 ans de plans Barre

A voir comment en 4 ans les conditions de vie et de travail se sont dégradées : on pourrait tirer un bilan de faillite de la politique de Barre.

Ce serait oublier que les objectifs poursuivis n'ont rien à voir avec le bien-être des travailleurs. Il s'en faut ...

Quatre ans de plan Barre : une production industrielle qui stagne, une augmentation du nombre officiel des demandeurs d'emploi de 920 000 à 1 500 000, une diminution des effectifs occupés dans l'industrie et le bâtiment de 400 000 soit 5,4%, une augmentation des prix dépassant 10% en moyenne et s'accroissant depuis le début de l'année, un déficit record du commerce extérieur pour les 7 premiers mois de 1980.

Ces quelques chiffres sembleraient suffisants pour tirer un bilan d'échec des quatre années du tandem Giscard-Barre, des différents plans qu'il a mis au point au fur et à mesure pour « sauver l'économie française ».

Et pourtant... s'agit-il réellement d'un échec? Il faut aller plus loin que les objectifs avoués par Barre comme l'équilibre du commerce extérieur, le maintien de l'emploi ou la réduction de la hausse des prix autour de 6 à 7%. Car s'il est des domaines où Barre semble avoir échoué, il a enregistré d'autres résultats qui doivent lui permettre de se frotter les mains.

Le pouvoir d'achat des travailleurs a, en effet, enregistré une baisse régulière, accentuée en 1979 par le relèvement des cotisations sociales. Ce phénomène est masqué par les statistiques officielles qui, à la fois, sous-estiment l'augmentation réelle des prix par le trucage de l'indice et sur-estiment l'augmentation des salaires en ne tenant pas compte par exemple, de l'augmentation du chômage. Mais les travailleurs, eux, savent bien de quoi il retourne, confrontés qu'ils sont aux difficultés croissantes à « boucler » le mois, quand ce n'est pas avant.

Les profits des grands monopoles, dans le même temps, se sont « rétablis ». Les résultats, récemment publiés pour 1979, indiquent des chiffres records, du moins depuis 1973. Tout a été fait par Barre pour le permettre : de la réévaluation des bilans aux aides sélectives aux trusts engagés dans la concurrence internationale, en passant par la libération des prix et l'encouragement au « dégraissage » systématique des effectifs.

La restructuration de l'économie française, l'élimination des « canards boiteux », la priorité accordée aux firmes engagées dans les « créneaux » compétitifs, les fameux 7 secteurs prioritaires (informatique, nucléaire, satellites, aéronautique, robotique, bureautique, espace), capables d'exporter et de s'implanter à l'étranger ont été menées à grande échelle. Tour à tour le textile, la navale, la téléphonie, la sidérurgie ont été soumis au remodelage des Giscard-Barre-Ceyrac, avec les cortèges de licenciements que cela a entraîné pour les travailleurs. Déjà les plans de restructuration de l'automobile se précipitent...

Le travail temporaire et les contrats à durée limitée se multiplient, entraînant de nouvelles divisions dans la classe ouvrière. Barre, après avoir tenté de faire disparaître la loi des 40 heures par voie de négociations CNPF - syndicats, serait prêt



Dossier réalisé par Catherine LEMAIRE et Pierre BAUBY

à y parvenir en soumettant une loi au Parlement.

La nouvelle convention médicale est signée et commence à s'appliquer, institutionnalisant une médecine à deux étages : une pour les riches, l'autre, au rabais, pour les travailleurs.

Et l'on pourrait multiplier les exemples des résultats très substantiels obtenus par Giscard-Barre dans leur attaque de grande envergure contre les travailleurs, en particulier les limitations de plus en plus importantes des libertés démocratiques (atteintes aux droit de grève et libertés syndicales, projet Peyrefitte de réforme du Code pénal, lois Barre-Bonnet-Stoléru contre les travailleurs immigrés).

Car les objectifs réels de Giscard-Barre sont ceux de la bourgeoisie monopoliste conduite à rechercher une rentabilité toujours plus poussée, des profits maximum, l'intensification de l'exploitation des travailleurs par tous les moyens comme la baisse du pouvoir d'achat ou le renouvellement de matériel nécessitant moins de travailleurs et permettant des cadences augmentées.

Il ne sert à rien d'agiter l'épouvantail de l'augmentation du pétrole, seul élément qu'aient trouvé Giscard-Barre-Ceyrac pour justifier leur offensive contre les travailleurs : de 1974 à aujourd'hui, la facture pétrolière n'est passée que de 3,5% du Produit National Brut à 4,1%. Et

Barre oublie toujours de préciser qu'avant 1974 le prix du pétrole reposait sur le pillage impérialiste des ressources des pays producteurs.

Alors, réussite ou échec de Barre? Ne nous fions pas aux apparences. Par rapport aux objectifs réels du gouvernement, défenseur et organisateur du capitalisme monopoliste d'Etat, les résultats sont bien réels, bien palpables. Il y en a, d'ailleurs, qui ne s'y trompent pas, tel ce grand patron quand il déclare récemment : « Il est plus important pour nous de disposer d'un Raymond Barre à Matignon que de 200 députés à nos ordres ». Oui, Barre a bien mérité son titre de « meilleur économiste »... des monopoles.

**RESTRUCTURATIONS
QUE LES PLUS GROS GAGENT**

● **DANS LA SIDERURGIE...**

Février 77 : Giscard-Barre élaborent leur premier plan acier. 14 000 travailleurs jetés à la rue.

Septembre 78 : Le deuxième plan pour la sidérurgie fait cadeau aux maîtres de forge de 38 milliards de leurs dettes et, en échange, l'Etat devient actionnaire principal des trusts sidérurgiques.

Il s'agit pour les maîtres de forge, en difficulté devant un marché saturé où, de ce fait, la concurrence s'exacerbe, de fermer les usines les moins rentables, d'abandonner certains produits jugés non rentables pour nos capitalistes français (les produits longs) et de garder ce qui rapporte le plus de profits : les aciers plats et aciers spéciaux, créneaux importants pour les monopoles français de l'acier qui bénéficient d'une avance technologique non négligeable au regard des profits à empêcher.

Cette restructuration gigantesque s'inscrit dans le cadre d'une véritable division du travail entre les divers monopoles européens et d'une alliance entre eux au sein de l'Europe des Neuf pour se partager les marchés.

Conséquence pour les travailleurs : 20 000 licenciements qui s'ajoutent aux 14 000 premiers du plan acier de 77. Et, l'on parle déjà d'un nouveau plan acier...

● **DANS LE TEXTILE...**

Dès le lendemain des élections de mars 78, Barre annonçait sa volonté d'assainir la situation du grand canard boiteux Boussac, résultat : 11 800 travailleurs licenciés.

● **DANS LA TELEPHONIE...**

Thomson CSF avec ses filiales Ericson racheté au groupe suédois LMT et LTT racheté à ITT en 76-77 (le cousin de Giscard siège dans ces deux sociétés), se lance dans la restructuration en projetant la fusion entre LMT et Ericsson. Cela signifie des licenciements. Dans la téléphonie, on prévoit d'ailleurs au total 15 000 licenciements sur 90 000 emplois.

L'objectif : rationaliser toute une gamme de produits afin de développer les exportations. Le but de Thomson et de son rival CIT-Alcatel du groupe CGE (Compagnie Générale Electrique), c'est découler aux USA le tiers de leurs exportations et s'implanter de plus en plus à l'étranger, prendre pied en particulier dans les pays du Tiers Monde.

Et pour cela, on restructure, on licencie, on intensifie la production, aggravant les conditions de travail et bloquant les salaires des travailleurs.

● **CHEZ ST GOBAIN-PONT-A-MOUSSON...**

On se lance dans le créneau de l'informatique et on se désengage en France de son activité traditionnelle : le verre (construction d'une usine au Brésil). Résultat : 1600 suppressions d'emplois.

● **A PROPOS DE LA PECHE MARINE...**

Barre déclarait le 25 août 80 : « Le gouvernement est décidé à maintenir en France une activité de pêche qui soit productive et rémunératrice... On n'y verra pas un système de béquilles, de subventions, de détaxation et avantages de tous ordres qui feraient des pêcheurs des assistés plutôt que de véritables producteurs... ». La chanson de Barre est connue : Restructurez, restructurez... Seuls les plus compétitifs devront se maintenir et seront aidés... Tant pis pour les marins-pêcheurs réduits au chômage...

**PROFITS
NIVEAU RECORD**

Si les conditions de vie et de travail se détériorent de jour en jour pour les travailleurs, les profits des trusts parallèlement augmentent.

Qu'on en juge : les bénéfices nets ont crû en 79 jusqu'à 500% ; pour certains trusts, il s'agit là des plus gros bénéfices encaissés depuis 73. A tel point, qu'en moyenne, ils ont augmenté leurs dividendes distribués aux actionnaires de 22%.

- Citons : Rhône-Poulenc (plus 232% de bénéfice consolidé)
La Compagnie française des pétroles (plus 258%)
Elf-Aquitaine (plus 150%)
Pechiney-Ugine-Kuhlmann dont le bénéfice consolidé a été multiplié par 5,5
Auxiliaire Entreprises, dans le bâtiment (plus 112%)
Thomson-CSF (plus 33%)
Perrier (plus 114%)
St Gobain-Pont-à-Mousson (plus 80%)

On le voit : blocage des salaires, compression des effectifs, libération des prix portent leurs fruits pour nos grands trusts. Merci, Monsieur Barre...

Il est vrai que Barre déborde d'imagination pour multiplier les cadeaux qu'il leur offre.

En 77-78, il décide que les plus gros actionnaires qui achèteront des parts dans les sociétés cotées en bourse seront exempts d'impôts.

Il instaure la réévaluation des bilans : cela consiste à diminuer d'autant l'impôt sur les sociétés à supporter par les firmes.

Il annonce à la télé cet été que les entreprises, ayant augmenté leurs investissements d'une année sur l'autre, seront toujours autorisées à déduire le dixième de ce supplément de leurs bénéfices inscrits à leur bilan. Par exemple, une firme qui majore de 30% ses dépenses en biens d'équipements pourra déduire de ses profits 3% et payer donc moins d'impôt sur les sociétés.

Il multiplie les aides sous formes diverses : prêts à taux bonifiés, facilités fiscales, subventions, masses d'argent considérables affectées par le biais du budget à différents organismes d'Etat qui les offrent aux trusts, comme l'Institut de développement industriel, le Fonds spécial d'adaptation industrielle né du redéploiement dans la sidérurgie et qui intervient sous forme de primes ou de prêts du Fonds de développement économique et social (FDES), donc du budget.

« Vous êtes responsable du cycle infernal engendré par l'expulsion »

(Lettre ouverte de 29 organisations de l'Isère
adressée au préfet)

Monsieur Larabi El Hasen a été de nouveau arrêté il y a quelques semaines pour infraction à un arrêté d'expulsion du 10/09/79 et écroué à la prison de Varcès. Il y attend un nouveau jugement, une nouvelle période de prison, une nouvelle expulsion. Après quoi, il reviendra en France, travaillera clandestinement jusqu'à ce que, un jour, il soit découvert, et le processus recommencera. Qui a mis M. Larabi El Hasen, sa femme et ses enfants dans un cercle infernal dont ils ne peuvent sortir, et pourquoi? Qui, dans cette affaire comme dans tant d'autres, trouble l'ordre public? Pour répondre à ces questions, il faut se rappeler que M. Larabi est venu en France quand il avait 15 mois, qu'il a actuellement 26 ans, que sa femme est de nationalité française et que lui-même avait fait une demande de nationalité française. Dans ces conditions, peut-on sérieusement envisager que M. Larabi puisse quitter la France, le seul pays qu'il connaisse, et qu'il s'installe ailleurs en laissant sa femme et ses enfants.

M. Larabi a eu affaire avec la police pour des délits antérieurs. M. Larabi a eu des moments d'agressivité envers son entourage. Soit. Mais ensuite, avec l'aide de sa famille, de ses amis et des services sociaux, il rejoint sa femme qu'il avait quittée, il commence une psychothérapie, il reprend le travail et fait la preuve qu'il est capable de s'adapter aux règles sociales en vigueur. C'est le moment que les services de police choisissent pour tout démolir et l'expulser. Votre répression est aveugle, elle ne s'embarrasse pas de petits détails. Ces petits détails, les voici : un effort de prévention mené avec l'aide des services sociaux qui s'avérait positif, est d'un seul coup balayé. Un homme décidé à s'en sortir, est expulsé sans ménagement. Une famille qui croyait à un nouveau départ, se trouve d'un seul coup privée de son seul soutien.

Vous avez pris l'initiative de traduire M. Larabi devant la commission départementale où les arguments précédents ont été développés. La commission d'expulsion ne les a pas contestés, et les a, au contraire, pris en compte. Mais ce n'est pas tout, Monsieur le Préfet, et ceci vous le savez très bien : la décision d'expulsion prise par le Ministre de l'Intérieur, dont vous êtes l'exécutant, ignore complètement ces éléments qu'on ne retrouve pas dans le mémoire du ministre remis en Conseil d'Etat.

Les 28 associations membres de SOS Expulsions s'élèvent contre votre politique actuelle en matière d'immigration qu'elles considèrent comme contraire aux droits de l'homme et à la Constitution française. SOS Expulsions condamne toutes les expulsions et veut défendre une à une toutes les victimes de cette politique aveugle et raciste.

Nous vous tenons pour responsable de la situation faite à M. Larabi et à sa famille. Nous vous tenons pour responsable de la faillite de tous les efforts de prévention. Nous vous tenons pour responsable des allers-retours de M. Larabi entre la France et l'Algérie, de ses périodes de prison, des difficultés que connaissent et connaîtront sa femme et ses enfants. Nous vous tenons pour responsable des troubles à l'ordre public occasionnés par cette expulsion qui ne peut être maintenue sans risque grave. Vous êtes responsable du cercle infernal dans lequel vous mettez M. Larabi et tous ceux contre qui vous engagez des procédures d'expulsion. Veuillez agréer...

Abonnez-vous à «l'Humanité rouge»-hebdo

1 mois : 15F Soutien : 25F
3 mois : 45F Soutien : 90F
6 mois : 90F Soutien : 150F

Présidentielles ... Etes vous inscrits sur les listes électorales ?

SI VOUS N'AVEZ PAS CHANGE DE DOMICILE

Depuis les dernières élections au suffrage universel (municipales, présidentielles, législatives) et si vous figurez déjà sur la liste électorale, vous êtes automatiquement inscrit pour le vote à l'élection de la présidence de la République en 1981, vous n'avez donc aucune démarche à entreprendre.

SI VOUS AVEZ DEMENAGE

Depuis les dernières élections, vous devez vous rendre à la mairie de votre commune, prouver que votre résidence est bien située dans la commune en question en fournissant soit une quittance de loyer, soit une quittance de gaz ou d'électricité; si vous ne disposez ni de l'une ni de l'autre, le percepteur vous fournira un certificat confirmant votre qualité de contribuable.

Vous devez également prouver votre identité et votre nationalité française. Pour se faire les services de mairie acceptent soit un livret de famille, soit un livret militaire, ou une fiche d'état civil, ou une carte d'identité ou un passeport, même périmé, ou un décret de naturalisation ou une carte de naturalisation, ou une carte d'immatriculation et d'affiliation à la Sécurité sociale, ou un permis de conduire, etc...

Cette inscription sur la liste électorale peut se faire jusqu'au dernier jour

ouvrable de décembre 1980, le samedi est considéré comme un jour ouvrable. Par ailleurs, si vous ne pouvez vous déplacer, vous pouvez vous inscrire par correspondance en fournissant les pièces demandées, évidemment. Sinon votre conjoint ou votre conjointe peut le faire à votre place à condition qu'il ou elle puisse prouver les liens du mariage (livret de famille). Si vous devez inscrire une autre personne de votre famille ou un ami ou un voisin, il vous faut une procuration.

NB : ne pas confondre la procuration que vous délivrez à un mandataire pour vous faire inscrire sur une liste électorale et la procuration de vote dont on examinera les modalités plus loin.

VOUS AVEZ JUSTE 18 ANS

Ou vous les aurez prochainement, la loi électorale prend en considération l'âge que vous aurez le dernier jour de février 1981 (pour les présidentielles). Donc vous pouvez dès maintenant vous inscrire si vous remplissez ces conditions et bien sûr celles citées au premier chapitre. Remarque : si vous ne disposez pas d'un domicile personnel, il vous faut fournir celui de vos parents ou de votre tuteur.

POUR LES FRANÇAIS RESIDANT HORS DE FRANCE

Plusieurs possibilités vous sont offertes :

vous pouvez vous faire inscrire soit dans votre commune de naissance, soit dans une de vos ascendances, soit dans celle de votre dernier domicile si vous y êtes resté au moins six mois.

Sinon la loi organique No 76-97 du 31/01/76 vous permet de voter dans les ambassades ou dans les consulats élus à cette occasion bureau de vote. Les inscriptions y sont ouvertes là aussi jusqu'au dernier jour ouvrable de décembre 1980.

COMMENT OBTENIR UNE PROCURATION DE VOTE ?

Deux types de citoyens peuvent voter par procuration, ceux qui sont retenus par leurs activités professionnelles, ceux dont l'état de santé ne souffre aucun déplacement. Le mandataire doit jouir de ses droits électoraux. Pour les personnes résidant en France la procuration doit être dressée par un juge du tribunal d'instance ou un officier de police judiciaire, pour ceux qui résident hors de France, par les autorités consulaires. La procuration de vote peut être valable pour un scrutin, une année et même trois ans pour les Français ne demeurant pas en France. Cette procuration ne peut être résiliée que par une autorité compétente.

Nathalie VILLOTIERS

FLASH-ECONOMIE

• Budget 81 : La même chose en pire • Automobile : Chronique de crise • Contrats juteux pour Rhône Poulenc, Alsthom Atlantique et CII • Nouveaux méfaits des frères Dalton

Barre vient de présenter son projet du budget 1981. Comme chaque année à cette époque, il a annoncé une majoration de l'allocation de rentrée scolaire en octobre et du minimum vieillesse, pour tenter de faire passer la pilule.

Alors que l'inflation bat son plein, avec un taux de hausse des prix de 13,6% en 1 an, ces deux rallonges sont inférieures d'un quart à celles accordées l'an passé : 150F au lieu de 200F. Rappelons, de plus, que la « prime de cartable » ne concerne pas toutes les familles de travailleurs : elle n'est accordée que pour des revenus inférieurs à un plafond de ressources (qui est fixé bas) et que pour les enfants de 6 à 16 ans ; les étudiants en sont donc exclus.

Par contre, pour les trusts, Barre prévoit une aide massive à leurs investissements. Une aide massive aux trusts comme il avait annoncé cet été, les firmes qui achèteront des biens d'équipements pourront déduire de leurs bénéfices imposables une somme égale à 10% de ces investissements. Le coût prévu pour le budget : 5 milliards de francs. Encore faut-il savoir que ce soutien se prolongera pendant 5 ans. Ce qui représente, au total, pas moins de 25 milliards de francs. Note qui sera payée par l'impôt, c'est-à-dire de notre poche...

Mais, comme Barre est généreux avec notre argent, il offre encore aux firmes 1 milliard de francs de crédits supplémentaires au financement des investissements tournés vers l'exportation. Cela concerne donc les grands monopoles qui pratiquent une politique de conquête active des marchés étrangers.

A nous de payer la note!

Les tranches de l'impôt sur le revenu ne sont pas relevées d'un pourcentage égale à la hausse des prix. Ce qui signifie que les effets de l'inflation sur nos revenus ne sont pris en compte

que pour partie et que l'impôt à payer sera plus lourd encore que l'an dernier. C'est ainsi que les limites supérieures des 4 premières tranches de revenus sont relevées de 13,3% (ce qui correspond à un peu moins du taux d'inflation), celles des 7 tranches suivantes de 12% et la limite inférieure de la dernière tranche de 8%.

Quant aux impôts indirects, d'ores et déjà, est prévue une majoration de 9,5% des droits sur les alcools.

De plus, le budget 81 prône le lancement d'un important projet d'économies budgétaires.

Les fonctionnaires en seront particulièrement frappés : blocage de leurs salaires, dégradation des conditions de travail, compression du personnel. Le financement des équipements collectifs est, de même, considérablement réduit. Les priorités essentielles définies : la défense, la recherche et l'application de la loi d'orientation agricole : il s'agit de poursuivre et d'accélérer le redéploiement dans l'industrie et l'agriculture...

Chez Renault : on diminue la production et on compresse le personnel. Ainsi, à Douai, les programmes de production sont réduits de 13% et une diminution des 3/4 du nombre des travailleurs intérimaires est prévue...

Chez General Motors, à Strasbourg, (fabrication des boîtes de vitesse pour les usines européennes du groupe) : les 2500 travailleurs de l'usine sont mis au chômage technique pour une à deux semaines.

Chez Volvo, en Suède : 6500 travailleurs sont mis au chômage technique pendant 22 jours au cours des trois prochains mois.

Chez British Leyland, en Grande-Bretagne : il y a 800 nouvelles suppressions d'emploi dans les ateliers de Coventry (où sont fabriqués les Jaguar).

Rhône-Poulenc vient de signer avec Moscou un contrat de 800 millions de francs pour la construction d'une usine chimique. Cette usine devra produire par an 21 000 tonnes de méthionine et utilisera les procédés technologiques de Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlmann et Speichim. Merci Rhône-Poulenc, grâce à ce contrat le social impérialisme russe aura encore plus de possibilités pour construire des armements.

Alsthom-Atlantique vient d'obtenir un contrat de plus de 100 millions de francs pour la construction d'une centrale électrique diesel en Indonésie.

CII Honeywell-Bull passe un contrat avec l'Algérie pour l'installation d'un réseau informatique de traitements des comptes chèques postaux. Le contrat est d'une vingtaine de millions de francs.

En 78, lors du rachat du « canard boiteux » de Boussac par le groupe Willot, déjà, 4000 emplois avaient été supprimés.

Aujourd'hui, la principale filiale du groupe Willot, Boussac-Saint Frères, projette de supprimer 2000 emplois. Seraient frappés les travailleurs des ateliers Rousseau de Montluçon, ceux de la Manufacture de Blainville, ceux de Cyclone à Avranches, dans la Manche, ceux de Ted Lapidus à Flines-lès-Raches (Pas-de-Calais) ainsi que le tissage « Napoléon » de l'usine de Masevaux (Haut-Rhin) qui serait fermé.

Tandis que des rumeurs courent selon lesquelles la maison de couture Dior serait vendue ; parmi les acheteurs : le groupe Moët-Hennessy, propriétaire des parfums Dior et le groupe US Norton Simmons, propriétaire de Max Factor.

Catherine LEMAIRE

Téléfilm

Jean Chalusse

Vendredi 19 Septembre A2-20H35 (1^{er} épisode)

Tragique et banal : Le destin du «dernier moutonnier des Landes»

Quel fut le destin de ce vieillard qui, dans les années 30, attendait la mort sur les marches de la faculté de médecine de Bordeaux? Vagabond ordinaire?

A l'aide d'actes notariés et de papiers d'état civil, l'écrivain Roger Boussinot a reconstitué la vie de celui qui fut le «dernier moutonnier des Landes», Jean Chalusse. La série télévisée adaptée de son roman, retrace l'existence de Jean Chalusse depuis le moment où il fut découvert petit orphelin blond dans une bergerie jusqu'à la fin de ses jours sur les escaliers de la morgue de Bordeaux. La dure condition des bergers dans la montagne est très bien décrite dans le film à travers la vie de Jean Chalusse, ainsi que la vie au rythme des saisons et des transhumances, des Landes aux Pyrénées. La vie des campagnes, le rôle du notaire, mais aussi du patron de la fabrique, le poids des traditions et de la morale. Le risque était grand de tomber dans le piège du folklore avec exaltation du «beau temps passé», au moyen de bergers d'opérette tout droit sortis d'une «pastorale» du XVIII^e siècle ou de la publicité du roquefort Société. D'autant plus que pour les citadins que nous sommes, l'évocation du mot berger entraîne une ribambelle d'images chargées de

chlorophylle et de rêve : le grand nomade seul avec ses bêtes au milieu de la nature, loin des contraintes. En témoigne ce couplet de Brel : «Ceux-là ont des regards à vous brûler la peau, à vous défier, à vous clouer le cœur, les bergers...».

Fable écologique où l'on voit la vie en vert? Non plus. Le film n'épargne pas les détails sur la condition du berger qui loue ses bras et son bâton aux propriétaires de moutons, propriétaires rapidement éliminés par un magnat qui concentre entre ses mains le cheptel, les tanneries, ainsi que des intérêts dans la grande industrie. Les économies de Chalusse se verront amputées par l'emprunt de guerre en 14-18, puis décimées par la faillite d'un notaire véreux dans les années 30. Mais il n'est plus le temps des moutonniers et Chalusse, anachronique, resté seul berger de la lande se laisse photographier avec résignation par les riches enfants de ses patrons amateurs de bains de mer et de grosses cylindrées. Délesté de son troupeau en pleine montagne par des voleurs de moutons, Chalusse est accusé de complicité. Relâché, il fera tout pour laver son honneur de cette accusation et vendra son corps à la morgue de Bordeaux pour rembourser son patron. Paradoxalement,

l'existence de ce berger, marginal et sauvage, qui ne parlera jamais français, est placée sous le signe de la machine à vapeur et de la révolution industrielle. C'est en 1858 qu'il fut trouvé dans une bergerie, fruit des amours d'un des ouvriers russes qui construisaient le chemin de fer des Landes et d'une jeune paysanne. Le destin de Jean Chalusse, le berger sauvage, est d'un bout à l'autre marqué par la domination croissante de la bourgeoisie, domination im-

placable qui révolutionne tous les rapports sociaux dans les régions les plus reculées. Ce que Marx et Engels décrivent ainsi dans le Manifeste du parti communiste : «La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités; elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celle des campagnes et, par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la

campagne à la ville, les pays barbares ou demi barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident». Le ton de cette série télévisée rompt heureusement avec les discours, avec les manifestations qui, dans le cadre de «l'année du patrimoine» proposent aux travailleurs inquiets pour l'avenir de se tourner vers un passé campagnard vert et rose.

Léon CLADEL



...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

Judi 11 septembre, FR3, 18h30
HORIZON

Ça y est la grande muette parle. L'armée vient de s'acheter 30 minutes de télévision programmées tous les 15 jours sur FR3 avec le titre Horizon.

Un journal en quatre parties sur fond tricolore : une première partie, nouvelles d'actualité avec l'interview du nouveau chef d'état-major des Armées — un dossier : «Pourquoi le service militaire» avec des images de combats dans le Tiers Monde qui peuvent provoquer un conflit mondial, sans que ne soit jamais nommé le social impérialisme soviétique et ses ambitions hégémoniques. En troisième partie des films d'archives sur l'histoire des blindés, et enfin quatrième point le chapitre «Engagez-vous, rengagez-vous, vous verrez du pays».

Judi 11 septembre, TF1, 22h25
HONORÉ DAUMIER

Un artiste caricaturiste, mais aussi peintre et sculpteur dont l'influence fut grande sur Manet, Degas, Monet, Toulouse-Lautrec, Van Gogh. Pourquoi fêter le centenaire de sa mort avec un an de retard et avec une telle discrétion. Il faut dire que Daumier a mis son crayon au service de la classe ouvrière que ce soit en 1830, en 1848, au moment de la Commune de Paris, ce qui lui valut bien des déboires avec la censure. Il mourut dans la misère en 1879 à Valmondois. Voilà qui explique peut-être qu'aucune grande exposition nationale n'ait été organisée en 1979 et qu'on se satisfasse qu'une émission diffusée en catimini à 22h25 serve de commémoration du centenaire de sa mort.

Dimanche 14 septembre, A2, 16h30
HISTOIRE DE LA GRANDEUR ET DE LA DECADENCE DE CESAR BIROTTEAU

«Te sens-tu le courage de lutter avec plus fort que toi, de te battre corps à corps?... — Oui, monsieur. — De soutenir un combat long, dangereux?... — De quoi s'agit-il?... — De couler de l'huile de Macassar!». Cette parodie du Cid se trouve dans le roman de Balzac d'où est tiré le feuilleton. Au XIX^e siècle on ne mobilise plus les jeunes énergies et les jeunes courages pour des combats singuliers contre des nobles arrogants ou pour chasser les maures, plus prosaïquement on leur propose de lancer une nouvelle eau de Cologne-brillantine sur le marché, «l'huile de Macassar». Le féodalisme renversé en 1789 a laissé la place

aux chevaliers d'industrie, boutiquiers et compagnie. La faillite du parfumeur Birotteau fait la démonstration que dès les années 30, il n'est plus possible pour une entreprise de se développer sur la base du seul financement familial au jour le jour. Birotteau doit s'en aller pour laisser la place à la bourgeoisie bancaire. C'est le grand mérite de Balzac d'avoir dans ses romans mis à nu les mécanismes de la concentration du capital qui fait voler en éclat toutes les vieilles idées, les vieilles structures, éliminant non seulement les couches aristocratiques mais aussi des fractions de la bourgeoisie. Balzac dont Engels a dit : «Il brosse toute l'histoire de la société française, où j'ai plus appris, même en ce qui concerne les détails économiques (par exemple la redistribution de la propriété réelle et personnelle après la révolution), que dans tous les livres des historiens, économistes statisticiens professionnels de l'époque, pris ensemble».

Dimanche 14 septembre, A2, 22h00
DES DETENUS PERMISSIONNAIRES

«Le plus dur c'est au retour, quand il faut appuyer sur la sonnette». Voilà ce que disent la plupart des prisonniers interviewés par Georges Arnaud et René Kahane. Ils ont rencontré des détenus, hommes et femmes, et les ont filmés le jour de leur permission. Des femmes de détenus, d'anciens prisonniers témoignent aussi sur cette parenthèse que constitue la permission dans la vie d'un détenu. Voilà une tout autre image que celle donnée par les gros titres des journaux à sensation. En effet seulement 3% de détenus en permission «oublent» de rentrer et seulement 0,3% commettent des «bavures graves» durant leur permission. Pour les détenus, ces permissions sont un moyen indispensable de ne pas perdre pied, de garder le contact avec leur famille et surtout de rechercher du travail pour préparer leur sortie de prison. L'administration, elle, les utilise comme un moyen de chantage sur les détenus, comme la carotte que l'on combine avec le bâton (mitard, quartier de sécurité renforcée).

Cette loi sur les permissions date de 1972, elle n'a été effectivement appliquée qu'à partir de 74, après les révoltes de prisonniers.

Initialement, le juge d'application des peines décidait seul des permissions, il doit maintenant partager la décision notamment avec un représentant de l'administration pénitentiaire, ce qui a pour but de restreindre l'attribution de ces permissions.

Ne manquez pas ces images choc qui en disent long sur les prisons de l'appareil d'Etat bourgeois.

Mardi 16 septembre, TF1, 20h30
NE ME PARLEZ PAS D'AMOUR

Ils ont entre 14 et 18 ans, Pascale Breugnot les a rencontrés, dans leurs cités HLM, dans leurs LEP, dans leurs bars, pour les interroger sur leur vie sentimentale et sexuelle. «Ne me parlez pas d'amour» lui ont-ils répondu.

Cette émission de 90 minutes composée de témoignages et d'interviews dépasse largement le thème d'origine pour embrasser plus globalement les problèmes des jeunes, des jeunes et du travail, des jeunes et du chômage, des jeunes et de la famille. Première impression : un grand décalage. Ce que leurs aînés faisaient à 20 ans, eux le vivent à 16 ans, avec une grande maturité. Mais, comment vivre une vie amoureuse d'adulte alors qu'on est dans une terminale, dans un CET, en dépendant complètement de sa famille au niveau économique?

«Ne me parlez pas d'amour» disent-ils. Grande est la méfiance chez les jeunes des années 80 pour tous les mots et les valeurs des aînés, pour les sentiments. «Je ne fais pas de projets, mon avenir, je ne le vois pas, je vis au jour le jour» répond l'un d'eux à la question : «Envisages-tu de fonder une famille?».

«L'amour est comme une bulle où on se tient chaud» dit Christian, à l'abri du monde extérieur, de la violence, du chômage.

Les années 80 — horizon bouché avec des jeunes très désabusés, mais aussi empreints d'une grande méfiance vis-à-vis d'une société où le mot avenir s'écrit chômage.

Judi 18 septembre, A2, 20h35
ÇA VA ? ÇA VA !

«Ça va ? Ça va!» c'est le mot de passe qu'on dit aux copains pour se donner du courage avant d'aller au boulot. C'est aussi l'histoire d'une rencontre entre Patrick, employé d'une maison de disques et qui habite dans un HLM de Fontenay-sous-Bois, et Viviane, ouvrière dans une usine d'électronique, mère d'une petite fille de 10 ans et en cours de divorce. «J'ai tourné un film doux-amer, tragique, aux couleurs de 1980. Roger Mirmont n'y arrête pas de faire le clown pendant plus d'une heure, et pourtant il est image de la crise» dit Jacques Krier.

On lui doit notamment le «dernier train» téléfilm qui porte sur les travailleurs du rail.

CINEMA :
OPERATION 30%

Ça y est, ils sont libres, mais ce n'est pas une victoire!... Il s'agit des prix des places de cinéma. La libération des prix n'a pas épargné l'année du patrimoine puisque déjà les livres ont connu des hausses spectaculaires. Sachez quand même que si vous avez plus de 65 ans ou moins de 18 ans, vous pourrez bénéficier de tarifs réduits d'au moins 30% à certaines heures de la semaine. Pour tous les autres, ceux qui ont entre 18 et 65 ans, ils attendront pour le voir qu'un film soit enfin diffusé à la télévision, c'est-à-dire 2 ou 3 ans, à moins qu'ils n'aillent au cinéma le lundi. Dans ce cas, ils bénéficieront grassement d'une réduction de 30%. «Amateurs de suspense : tous les lundis, une réduction à vous couper le souffle». «Amateurs de films comiques : c'est très très sérieux la réduction du lundi». Ces slogans publicitaires pourraient prêter à rire si l'on ignorait les propos de M. Verrechia, directeur d'UGC, un des plus grands réseaux de distribution de films : «On mènera — dit-il — une série d'expériences qui ont pour but de tester l'élasticité des prix tolérables pour la clientèle. (...) Et puisqu'il y aura un jour de cinéma à bon marché, pourquoi ne pas essayer de créer un "snob effect" sur un jour plus cher?».

Un cinéma 1^{ère} classe et un cinéma 2^e classe?

CHANSON :
PAROLIERS,
A VOS PLUMES

La Lyre des travailleurs, groupe vocal du Nord, a enrichi son répertoire de plusieurs nouvelles chansons.

Afin d'élargir notre audience et de diversifier notre répertoire, nous vous lançons, à vous lecteurs, amis, sympathisants et camarades du PCML, un appel.

Si vous vous sentez, à vos heures creuses ou non, des âmes de chansonnier, eh bien, écrivez-nous des textes, chansons ou poèmes, sur l'actualité, sur la vie, sur la guerre, sur l'exploitation, etc., et envoyez-les nous. Vous nous rendrez un fier service et nous ferons un réel plaisir.

Si nous ne les retenons pas toutes, ne vous en offusquez pas car nous devons tenir compte de nombreux facteurs : être capables de les chanter, trouver des musiques (vous pouvez aussi les faire), les adapter, etc.

Quoi qu'il en soit, à vos plumes, et à bientôt de vous lire!

Lyre des travailleurs
54, rue Verte
59200 TOURCOING



...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

CONFERENCE DES NATIONS-UNIES SUR LE DEVELOPPEMENT



Afghanistan PAS DE TREVE DEPUIS LES J.O

Peu avant l'ouverture à Moscou des Jeux Olympiques, l'URSS annonçait un retrait partiel de son armée d'occupation en Afghanistan.

Plusieurs semaines après, on peut constater, comme nous l'avons dit alors, qu'il ne s'est agi que d'une opération de propagande.

D'après les observateurs, l'armée soviétique d'occupation compterait toujours aujourd'hui environ 80 000 soldats. Il faut y ajouter une réserve de 35 000 hommes en Union soviétique, à la frontière, avec laquelle s'effectuent des va-et-vient incessants. Malgré les déclarations périodiques sur le caractère temporaire de l'occupation, l'état-major soviétique à Kaboul aurait entrepris un programme d'installations militaires à long terme. Voilà qui montre ce que l'on peut penser de la récente affirmation de Babrak Karmal : « La vie se normalise » (2 septembre).

Les généraux soviétiques ont en fait retiré certaines unités lourdes pour en envoyer de nouvelles plus petites et légères. Les guérilleros tendent en effet sans discontinuer des embuscades aux convois lourds, aux postes militaires jalonnant les grands axes routiers, pour s'évanouir ensuite dans la montagne. D'où l'idée d'opérations de ratissage systématique pour tenter d'en venir à bout. L'armée russe vient ainsi de lancer une offensive dans la vallée du Panshir qui commande l'accès à la province du Nuristan où la résistance est particulièrement implantée.

Elle se heurte cependant à forte partie. Le correspondant du Daily Telegraph rapporte ainsi, d'après des sources bien informées que « les camions russes reviennent de la vallée remplis de morts et de blessés ». Les Russes ne seraient pas les premiers à échouer dans ce type de tentative auquel tous les colonialistes ont eu recours en vain contre la résistance armée des peuples.

D'ailleurs, la guérilla a redoublé depuis la fin du Ramadan. Des unités soviétiques ont été attaquées à la périphérie de Kaboul, fin août. L'aéroport lui-même a été l'objet d'un coup de main. Dans la troisième ville du pays, Hérat, l'administration de Babrak Karmal a réduit ses effectifs au strict minimum et ne subsiste que grâce à une protection permanente de chars soviétiques. Radio Kaboul a enfin dû admettre que la résistance était active jusqu'à proximité de la frontière soviétique dans la province de Kunduz; un quartier général des forces de sécurité y aurait été attaqué.

Le Sahel, mais aussi l'Ouganda... La télévision, durant les mois d'été, n'a pas été avare d'images sur la misère et la famine qui dans ces pays du Tiers Monde tuent chaque jour des enfants, des hommes et des femmes. Mais au-delà des images, au-delà des mots, les pays impérialistes poursuivent toujours la même politique qui perpétue le pillage et l'échange inégal. En témoigne la session extraordinaire des Nations Unies sur le développement qui se tient actuellement à New-York. Cette session qui rassemble des représentants des pays riches et des pays pauvres, a pour tâche de préparer une conférence qui se réunirait en 1981 et qui porterait sur la coopération internationale et le développement du Tiers Monde.

La préparation de cette conférence à laquelle les pays riches n'ont pas consenti de gaieté de cœur, se heurte à de nombreux obstacles suscités par les pays industrialisés qui refusent de remettre en cause l'échange inégal tel qu'il se pratique actuellement et qui ne veulent surtout pas partager le pouvoir qu'ils détiennent au sein du Fonds monétaire international, au sein de la Banque mondiale et dans le GATT. Les USA, dès le 29 août, avaient fait une proposition renvoyant à plus tard - au moins après les élections présidentielles - l'idée d'une conférence. Les pays industrialisés dans leur ensemble refusent que des décisions soient prises à l'échelle de la conférence où ils sont minoritaires et exigent que toute décision soit prise dans les organismes spécialisés au sein desquels ils ont la majorité.

Le statut de la conférence n'a rien d'un problème formel ou procédurier. De là découlent le type de discussion et les décisions qui seront prises. Alors que les pays du Tiers Monde insistent pour que les négociations soient prises à la majorité, les pays riches, eux, ne veulent entendre parler que des décisions prises par consensus.

Pour les pays du Tiers Monde, durement touchés par les conséquences de l'inflation des pays industrialisés, il est vital que la conférence de 1981 prenne des mesures effectives dans le sens d'un nouvel ordre économique mondial.

L'énergie sera un des principaux thèmes de négociation. La majorité des pays de l'OPEP insiste pour que cette question soit associée aux problèmes monétaires et financiers. Pour de nombreux pays du Tiers Monde, toute négociation globale doit être assortie d'une réforme du système monétaire et financier international. Les organismes financiers internationaux (FMI, Banque mondiale) sont aux mains des grands pays impérialistes. Les pays du Tiers Monde demandent

un élargissement de leur participation à ces organismes. Ainsi, la Banque mondiale intervient directement dans les plans de développement de plusieurs pays du Tiers Monde. Récemment, ces deux organismes ont pris la décision d'interdire à l'OLP d'assister à leur prochaine réunion annuelle en tant qu'observateur!... Les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale n'ont pas daigné se déplacer de Washington à New-York pour s'exprimer devant l'assemblée de l'ONU.

Autre objectif des pays du Tiers Monde (lié au précédent) : obtenir un assouplissement des conditions d'assistance. Les pays les plus démunis font état d'un endettement sans précédent du fait de la hausse des prix des produits manufacturés combinée avec la dépréciation du cours des matières premières (cacao, plomb, cuivre, oléagineux, café).

C'est une initiative yougoslave qui a permis de faire avancer le projet de rencontre Nord-Sud pour 81. L'ensemble des pays du Tiers Monde s'est mis d'accord sur une formule de conférence « forum coordonnant et conduisant les négociations », avec participation des organismes financiers de l'ONU pour procéder aux « négociations approfondies ». La conférence « fonctionnera conformément aux procédures de l'Assemblée générale de l'ONU et devra toutefois parvenir à un accord par consensus sur toutes les questions importantes ». La Chine a soutenu la proposition de la Yougoslavie dont le représentant a déclaré : « Ce que nous faisons, c'est le début d'une nouvelle phase des activités de l'ONU, qui aura un grand impact sur les relations internationales. Personne n'aura à gagner à un échec de la présente session; tout le monde en bénéficiera si elle atteint son but ». C'est M. Mishra, représentant de l'Inde, qui est mandaté par le groupe des 77 pour faire cette proposition aux représentants des pays impérialistes, qui porteraient ainsi la responsabilité d'un échec.



Claude LIRIA

16 PAYS D'ASIE ET D'OCEANIE CONTRE L'OCCUPATION DU CAMBODGE PAR HANOI

Réunis à New-Delhi, en Inde, les chefs de gouvernement des 16 pays du Commonwealth d'Asie et d'Océanie n'auront pas suivi les positions du premier ministre indien, Mme Gandhi, sur le Cambodge ou sur l'Afghanistan. En effet, contrairement à l'Inde qui a décidé de reconnaître le gouvernement pro-vietnamien installé au Cambodge par l'armée d'occupation de Hanoi, les pays du Commonwealth ont finalement exprimé dans le communiqué final de la conférence « leur grave préoccupation au sujet de la persistance de l'intervention étrangère » au Cambodge et ont demandé le retrait « des troupes étrangères ».

L'Australie, la Malaisie, Singapour, la Nouvelle-Zélande, ont été les plus fermes dans leur condamnation de l'invasion du Cambodge et de l'Afghanistan, allant jusqu'à accuser l'URSS de menacer l'indépendance des pays d'Asie et d'Océanie.

ITALIE : FIAT ANNONCE 24 000 LICENCIEMENTS

Pas moins de 24 000 licenciements : tel est le chiffre sans précédent depuis la 2e guerre mondiale, annoncé samedi 6 septembre par le trust « Fiat auto SPA ».

Déjà, la direction de Fiat avait annoncé que l'entreprise, comptant 140 000 salariés devrait réduire sa production de 20% d'ici la fin 1981, soit 475 000 voitures de moins.

En juillet dernier, plus de 1 500 000 métallurgistes italiens s'étaient mis en grève à la suite de « fuites » annonçant des milliers de licenciements chez Fiat. Donc, si l'inquiétude est vive parmi les ouvriers de Fiat, la volonté de se battre contre les mesures annoncées est elle aussi réelle. Les syndicats ont entamé des négociations avec la direction.

LE ZIMBABWE ROMPT AVEC L'AFRIQUE DU SUD

Le nouveau Zimbabwe indépendant a rompu officiellement ses relations diplomatiques avec l'Etat raciste d'Afrique du Sud.

Sorti depuis à peine quelques mois du système d'apartheid imposé au peuple noir par la minorité blanche, le Zimbabwe contribue à accentuer l'isolement politique du dernier Etat appliquant le système de l'apartheid dans le monde.

Cette rupture diplomatique, qui pour des raisons historiques précises entre les deux pays, ne sera pas suivie immédiatement d'une rupture des relations commerciales, correspond aux recommandations de l'ONU sur le boycott diplomatique de l'Afrique du Sud.

REAGAN, OU LA MACHINE A REMONTER LE TEMPS

Le candidat conservateur à la Maison Blanche, Reagan, ne perd pas une occasion d'afficher les positions les plus franchement réactionnaires.

Marchant contre le cours de l'histoire, il a annoncé que s'il était élu, son gouvernement renouerait les liens officiels avec Taïwan, revenant ainsi à la politique américaine des « deux Chine » suivie à Washington pendant 30 ans. La République populaire de Chine a sévèrement condamné cette position, indiquant qu'elle était de surcroît néfaste au maintien de la paix mondiale.

Sur un autre plan, Reagan vient de réaffirmer son orientation résolument et intégralement anti-arabe. C'est ainsi qu'après avoir déclaré : « Israël aujourd'hui est en grave danger », il a affirmé : « Jérusalem est et doit continuer à être une seule ville, indivise, avec un libre accès pour tous », Israël doit « avoir les moyens de demeurer fort ».

Traitant l'OLP de « terroriste », Reagan n'a pas hésité à reprocher aux Palestiniens de « n'être pas restés » en Israël après 1948, puis de ne s'être pas « assimilés » en Jordanie. Bref, pour Reagan, le peuple palestinien a le tort de vouloir continuer à exister!

Le candidat conservateur a même critiqué les Accords de Camp David USA-Israël-Egypte, jugés sans doute trop « révolutionnaires » (1).

CE QUE CRISE VEUT DIRE AUX USA

Au début du siècle, l'écrivain progressiste américain Upton Sinclair décrivait dans *La jungle* les longues files de chômeurs à Chicago. Certains diront sans doute que l'Amérique n'en est plus là aujourd'hui. Et pourtant! Il y a deux semaines, 3 500 personnes faisaient la queue à 7 h du matin devant le bureau d'embauche de Detroit, hier « capitale de l'automobile »; elles avaient entendu dire que la municipalité engageait des chauffeurs d'autobus. Chaque jour, 900 personnes, toujours à Detroit, se présentent chez les Franciscains pour recevoir gratuitement soupe et pommes de terre.

Il faut dire qu'à Detroit, les firmes automobiles ont licencié 122 000 travailleurs, soit 18% de la population active contre 7,8% dans tout le pays).

Et il y a pire! A Flint, ville entièrement aux mains de la General Motors, à une heure de Detroit, la moitié des 165 000 habitants travaillent pour la firme et... la moitié sont au chômage. On n'avait pas vu ça depuis 1930!

Si vous ajoutez que l'inflation est de 12% cette année, que le chômage atteindra 8,5% au dernier trimestre, qu'en une semaine « le panier de la ménagère » a augmenté de 100 dollars, vous comprendrez que le mot « crise » prend une dimension tragique pour des millions de travailleurs américains.

Nous signalons à l'attention de nos lecteurs l'édition du 12 septembre du Nouveau vendredi (FR3 - 20h30) qui sera consacrée à une enquête de M. Honorin sur le Somalie et l'Ethiopie, intitulée : « La Corne de la misère ». Signalons également l'édition du 19 septembre consacrée, elle, à l'Ouganda.

CHINE
Notes
de voyage

Jamais la pauvreté n'a été une vertu

5eme Assemblée
populaire
nationale
de Chine
**LE SOUCI
DU
CONCRET**

Atterrissage à l'aéroport de Pékin; le ciel est blanc de chaleur, il ne fait pourtant pas plus de 30°.

On n'est guère surpris au départ par cette campagne verdoyante de type quasi occidental, sauf peut-être par la rationalisation poussée de l'occupation des sols : pas de terrains vagues, pas de terrains en friche. Pas un pouce de terrain perdu, du moins en plaine, mais des champs, des vergers, des bois ou les multiples chantiers qui hérissent tout le pays de leurs briques rouges... Cette réalité de la campagne chinoise perçue dès le premier quart d'heure nous accompagnera partout, dans notre trajet en car de Chang-hai à Nankin, dans notre long parcours en train vers le Nord, de Pékin à Chang-chung et à Janji, à la frontière coréenne.

En arrivant dans la ville, notre véhicule doit se frayer un chemin difficile entre les piétons et les vélos. Les problèmes de circulation dans Pékin sont déjà suffisants pour attirer l'attention de la municipalité. Certaines rues ne sont autorisées qu'aux transports en commun. Le long de l'avenue principale, deux grandes allées cyclistes, matérialisées par des bornes rouges et blanches endignent mal ce flot turbulent, imprudent même, image d'Epinal de la Chine mais qui surprend toujours autant.

SORTIR DE LA PAUVRETE

Et nous prenons conscience de cette deuxième particularité de la Chine : presque un milliard d'habitants ! Le bien le plus précieux sans doute, mais en même temps une tâche particulièrement lourde pour sortir de la pauvreté.

Les dirigeants chinois que nous avons rencontrés nous l'ont expliqué, en faisant le bilan de 30 ans de socialisme : « La Chine est un pays pauvre, très pauvre. En 30 ans, nous n'avons atteint que le premier objectif, supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous nous attaquons aujourd'hui au deuxième : arracher notre pays à la pauvreté. Notre objectif est d'atteindre 1 000 dollars de revenu annuel moyen par habitant en l'an 2000. Aujourd'hui, nous sommes autour de 300 dollars ».

Sur place, tout au long de nos nombreuses visites, dans les quartiers, dans les communes populaires, nous comprenons à quel point le mot d'ordre des 4 modernisations n'est pas un mot d'ordre théorique. Non, les 4 modernisations, c'est un objectif colossal et indispensable, « pour que le socialisme fasse ses preuves », ont rajouté nos interlocuteurs.

Nous avons pu le voir à plusieurs reprises, le peuple chinois peut satisfaire ses besoins immédiats de nourriture, d'habillement; les magasins sont bien approvisionnés, nombreux. Et si le service garde une certaine décontraction, nous n'avons vu nulle part les files d'attente tristement célèbres des pays de l'Est.

Mais l'actuel gros point noir reste la question du logement. Les appartements sont exigus, surtout en ville, et en nombre insuffisant. Pendant les dix dernières années, on n'a pratiquement pas construit d'immeubles d'habitation. Il y a un énorme retard à rattraper. C'est pourquoi, de tas de briques en immeubles en construction, le pays semble un immense chantier.

UNE SOCIETE EN MARCHÉ

Moderniser, construire, il faut réaliser l'édification du pays sous tous ses aspects. Il faut aussi enrayer le développement de la population. C'est ce qui explique le draconien mot d'ordre du gouvernement en matière de planning familial : un enfant par famille, sauf dans les minorités nationales.

Pourtant, le voyageur occidental de passage n'en reste pas à ces insuffisances. Ce qu'il voit, c'est un dynamisme social plein de promesses. De l'humble charrette au camion du dernier modèle - chinois -, en passant par le tricycle ou le motoculteur-tracteur, tout est en marche, tout contribue au développement.

Ce sont le nouveau et l'ancien poussés vers un même but : produire pour satisfaire les besoins du peuple. Dans la même province du Kirin, nous avons visité l'usine automobile No1 de Chine (spécialité : 3 types de camions et 1 voiture), la plus ancienne et la plus importante avec ses 40 000 salariés et ses chaînes de montage modernes. Mais nous avons vu aussi une petite usine de 500 ouvriers produire 200 autocars dans l'année avec les moyens les plus rudimentaires. Qu'on imagine notre stupéfaction devant un hall de montage dont le seul outillage était un pont roulant : là, la carrosserie est rivetée et soudée à la main.

Et ce n'est pas une exception. Nous avons retrouvé les mêmes disparités dans le textile par exemple. Nous avons vu imprimer des cotonnades à la main, par sérigraphie, alors qu'à quelques centaines de kilomètres, des machines dévidaient des mètres de tissus imprimés à la minute...

On continue à fabriquer parfois même à perte des objets de consommation courante parce qu'ils sont

demandés par les travailleurs.

LES ACQUIS DU SOCIALISME

Ce qui frappe aussi ce voyageur occidental, et surtout s'il connaît déjà d'autres pays du Tiers Monde, ce sont les acquis qu'a d'ores et déjà apportés le socialisme La Chine appartient bien à ce Tiers Monde, c'est certain, par son niveau de développement, mais c'est en même temps un pays bien différent : la différence qui sépare la pauvreté de la misère physique et morale.

Ici, pas de groupes d'inactifs qui occupent leur journée à tuer le temps. Chacun a sa tâche. Seule une petite proportion de jeunes n'a pas encore de travail. Il n'y a donc pas de mendicité pas d'« exploitation » du touriste.

Et surtout, dans ce pays qui a un niveau de développement bien inférieur au nôtre, nous avons vu partout des résultats bien supérieurs dans les équipements sociaux ou collectifs, qu'ils dépendent des municipalités, des communes populaires ou des entreprises. Le plus frappant est sans doute le haut niveau d'hygiène et de santé de la population : bon entretien des rues, accès pour les travailleurs des villes et des campagnes aux soins les plus coûteux chez nous, comme les lunettes ou les dents.

Quant aux enfants chinois, si leur nombre est déjà limité, la place qui leur est faite motiverait à elle seule l'ardeur combative de bien des parents. Nous les avons vus, radieux, nous accueillir presque partout, dans les usines, dans les palais d'enfants ou encore dans une colonie de vacances.

Dès le plus jeune âge, des possibilités leur sont offertes de se distraire, de se former, de cultiver leurs qualités, qu'elles soient sportives ou artistiques. Et si tous ne peuvent pas devenir danseurs, musiciens ou gymnastes, il y a un réel effort pour leur donner un développement harmonieux qui ne soit pas uniquement scolaire. En Chine, on ne fait pas que renouveler au plus bas prix la force de travail.

Il n'en reste pas moins que pour faire un nouveau pas, il faut maintenant moderniser. Car jamais la pauvreté n'a été une vertu. Le peuple chinois tout entier aspire à un niveau de vie supérieur.

C'est pour cela qu'il travaille dur. C'est cela qu'il exprime aussi avec beaucoup de gaieté et de simplicité lorsqu'il pose pour la photo, aux portes de la cité interdite, au volant d'une grosse limousine noire.

Claire MASSON



Les travaux de la 3e session de la 5e Assemblée populaire nationale chinoise ont été marqués par la volonté de prendre en main concrètement divers problèmes posés à l'édification du socialisme, en particulier les problèmes économiques.

La démission de Hua Guofeng et de 7 vice-premiers ministres du gouvernement a été motivée par la nécessité d'« éviter une concentration excessive des pouvoirs et le cumul de trop de fonctions, et de séparer réellement et explicitement du travail du parti les activités du gouvernement ». Cette séparation parti-gouvernement est également valable au niveau de la province et de la municipalité. Elle manifeste aussi la volonté de nommer des cadres plus jeunes et spécialisés.

Sur le plan économique, le discours de Hua Guofeng portait essentiellement sur la « réforme de la structure socialiste ». Critiquant la tendance à un « centralisme trop poussé », à une « unification excessive et trop rigide », Hua a appelé à « accroître l'autonomie des entreprises et le droit de participation des ouvriers et employés à la gestion; à remplacer la régulation uniquement assurée par le plan par un système où elle l'est à la fois par le plan et par le marché ».

Critiquant la tendance gauchiste « à ne pas tenir compte de la réalité objective », c'est-à-dire à vouloir aller trop vite, Hua rappelle que, à cette étape de l'édification socialiste, existe encore « l'économie individuelle des travailleurs », même si « l'économie d'Etat et l'économie collective sont des formes essentielles de l'économie socialiste ».

Enfin, Hua a accordé une grande attention « aux manifestations généralisées de la bureaucratie », considérées comme « un problème très grave ». Diverses mesures comme une autonomie plus grande des entreprises, une participation des travailleurs à l'élection ou à la destitution des dirigeants, un système de contrôle par en haut et par en bas du travail réellement effectué par les cadres, ainsi que l'égalité de tous, dirigeants ou dirigés, devant la loi, devraient permettre des progrès dans ce domaine.

C.L.

Par ailleurs, l'Assemblée a étudié divers projets de loi concernant le mariage, la nationalité, l'impôt sur les sociétés mixtes (à participation étrangère), la modification de la Constitution.

ORLEANS

Le PCML au rendez-vous de l'élection municipale

Les 21 et 28 septembre, une élection va avoir lieu à

Orléans pour le renouvellement de quatre sièges de
conseillers municipaux. Nous avons rencontré

Alain Dupré, métallurgiste,

secrétaire du Comité de parti d'Orléans

qui sera un des candidats du PCML à cette élection



Assemblée générale à la CEPEM au cours de la grève de février 1976 (ci-dessus). Les hospitaliers du CHR d'Orléans participant à une manifestation interprofessionnelle pendant leur grève, avril 1979 (ci-dessous).



■ *Peux-tu nous indiquer quel est le but de ces élections ?*

Ces élections complémentaires ont pour but de réélire quatre conseillers municipaux sur un total de 41 ; elles ne changeront donc pas la politique suivie par la municipalité jusqu'à maintenant.

A Orléans, nous avons à faire à une municipalité de droite qui est basée sur une alliance UDF-RPR. Le maire sortant, qui est mort le 31 juillet était au RPR.

■ *En quoi consistait la politique du Conseil municipal ?*

Cette politique est une politique de droite avec des aspects particuliers qui tiennent à la ville d'Orléans, ville traditionnellement fermée, marquée par des traditions réactionnaires de la bourgeoisie qui, au temps du développement du chemin de fer, avait refusé d'avoir une grande gare à Orléans. Le Conseil municipal d'alors estimait que les gares à l'époque amenaient les communistes. Ça donne une idée des traditions de la bourgeoisie orléanaise qui a peur d'une pénétration populaire dans le centre-ville. Avec l'industrialisation qui s'est développée dans les années 60, dans les vieux quartiers les plus insalubres se sont installés des gens des milieux populaires.

On peut citer le quartier Bourgoigne qui est un vieux quartier d'Orléans. Dans d'autres quartiers, il y a beaucoup de retraités, de gens de milieux populaires. La politique actuelle vise à exclure ces gens-là du centre de la ville. Il y a une politique de rénovation des quartiers, avec réévaluation des loyers, augmentation des impôts locaux, pour expulser les gens des milieux populaires vers la périphérie qui est constituée de quartiers dortoirs, vers les agglomérations autour d'Orléans, et vers la Source qui est un terrain en dehors d'Orléans, acheté par la municipalité pour avoir un dortoir pour les employés et ouvriers en surplus dans la ville. A la Source, il n'y a aucune activité culturelle, très peu de salles, même pour les bals. C'est uniquement des HLM, plus les chèques postaux et l'hôpital qui emploient 4000 personnes, une zone industrielle récemment développée avec quelques entreprises de 300 à 500 ouvriers.

Cette politique d'urbanisation a été suivie d'une politique de répression au niveau culturel marquée principalement par la suppression des maisons de la jeunesse et de la culture. De façon tout à fait autoritaire ces maisons ont été démembrées, les personnels licenciés et des sociétés d'animation privées ont été mises sur place pour faire des activités pseudo-culturelles sans aucun intérêt, excepté des intérêts financiers. Ces maisons qui avaient une existence, en lien avec des associations, ont été vidées de tout leur contenu.

Le Conseil municipal a eu une politique de prestige extrêmement coûteuse qui n'a jamais été dans le sens d'un mieux être des habitants. On peut prendre l'exemple de la Maison de la culture d'Orléans qui est un immense blockhaus construit en plein centre d'Orléans ; elle s'est voulue un lieu d'avant-garde culturelle, en fait complètement coupée des préoccupations des gens et qui n'a eu aucun impact quant à l'élévation du niveau culturel des habitants de la ville mais qui a, par contre, coûté énormément d'argent.

■ *Le maire est, je crois, président du Conseil d'administration de l'hôpital... ?*

Oui, il entérine de fait toutes

les décisions qui sont prises. Il faut savoir que l'hôpital d'Orléans est un hôpital régional où il y a un hospice vétuste, moyen-âgeux, où il arrive encore que des femmes accouchent sur des brancards faute de place ; la maternité a même brûlé. Il y a d'énormes problèmes dus au manque de personnel. Des services sont fermés durant les vacances et risquent de ne jamais rouvrir.

Dans l'enfance inadaptée, il y a risque de fermeture de la Maison de l'enfance, qui est un des plus gros centres d'accueil d'enfants.

■ *Quelle est l'ampleur de la question de l'emploi sur Orléans ?*

Depuis quelques mois on assiste à une chute brutale. Il y a maintenant de nombreux problèmes d'emploi dans la ville, tant au niveau du secteur tertiaire qui est dominant à Orléans qu'au niveau de l'industrie. Ça a commencé par Saint Gobain avec l'annonce de 390 licenciements, ça a été ensuite Axo, Desseau où la municipalité veut racheter le terrain car il est dans un quartier en rénovation, puis Brill, une boîte de l'habillement qui travaille pour Cardin. Avant il y a eu l'hôpital avec 325 licenciements de temporaires dont la présence était réellement nécessaire au fonctionnement de l'hôpital. Il y a eu Rivière-Casalis, John Deere où il y a du chômage partiel. L'emploi à Orléans, c'est aussi l'intérim ; il y a plusieurs dizaines de boîtes d'intérim sur l'agglomération.

■ *Dans quelle situation politique ces élections vont avoir lieu ?*

Ces élections sont, pour Orléans même, peu importantes. Mais leur intérêt a surtout été noté comme étant un sondage préalable avant les élections présidentielles. On a donc assisté au jeu politique engagé à l'occasion des élections présidentielles, tant entre le PC et le PS qu'entre l'UDF et le RPR. Pour ce qui concerne ces deux derniers partis, ça se passe de façon silencieuse. Par contre, on a assisté à l'exposé des divergences, publiquement et à grand renfort de publicité, entre le PC et le PS. Toutes les tactiques de campagne électorale ont été utilisées par les uns et les autres pour concrétiser les lignes de ces deux partis.

■ *Mais n'y a-t-il pas contradiction entre les orientations nationales et locales puisque le PCF a mené campagne pour l'union avec le PS à l'occasion de ces élections ?*

Cette campagne pour l'union lancée par le PCF, à grand renfort de publicité, apparaît comme tout à fait formelle. Le but est de présenter le PS comme refusant l'unité et le PCF étant le champion de l'unité. Ils ont voulu constituer une liste paritaire PC-PS sachant très bien que le PS représentant une force plus importante que le PC localement refuserait la parité sur la liste.

■ *Quelles ont été les différentes manifestations de cette politique ?*

En plein mois d'août, alors que les responsables du PS étaient certainement en vacances, le PCF a lancé un appel public à la constitution de cette liste unitaire, suivi d'une délégation des responsables du PCF devant le local du PS, avec convocation de la presse pour expliquer que ça signifiait que le PS refusait l'unité. Puis, il y a eu la désignation de deux candidats PCF, laissant les deux autres sièges au PS.

Dans le même temps, le mouvement de la jeunesse communiste annonçait l'organisation d'un meeting dont le thème était : « Contre le capitalisme pourri, contre la bande des trois : Giscard, Mitterand, Chirac ». La réponse du PS a été de proposer une liste constituée de deux militants du PS, d'un radical de gauche et laissant une place au PCF. Puis le PCF a protesté contre « l'esprit anti-unitaire » du PS et a fait à nouveau des démarches spectaculaires.

■ *Le Parti, à Orléans, a décidé de participer à ces élections. Peux-tu indiquer les raisons de cette décision ?*

Il y a d'abord des raisons propres à notre parti. A Orléans, notre parti a une activité assez importante dans les entreprises. Ses militants jouissent d'une influence certaine. Mais on a jugé que notre parti manquait d'intervention autonome. On a pensé que les élections étaient un bon moyen pour faire apparaître le Parti et le faire s'exprimer en tant que tel.

Tant au point de vue local que du point de vue national, dans le cadre de la bataille des présidentielles, notre parti devait être présent dans ces élections.

■ *Qui sont les quatre candidats du parti ?*

Ce sont des camarades qui sont représentatifs de la réalité du parti à Orléans. Deux parmi eux travaillent dans deux entreprises très significatives à Orléans : la CEPEM et l'hôpital. Un autre camarade dans une entreprise de la métallurgie. Un autre camarade est enseignant dans le technique.

Ils ont été choisis en raison de leur activité parmi les masses dans les entreprises concernées.

■ *Quels sont les axes politiques sur lesquels se présentent ces candidats ?*

D'une part nous nous présentons sur la base des luttes qui se sont développées à Orléans contre la municipalité et le patronat ; ce sont les luttes ouvrières, les luttes de quartier, la lutte contre la fermeture des MJC, la lutte, par exemple, contre l'implantation d'un dépôt de matières radioactives dans un quartier d'Orléans. Notre parti se réclame et soutient l'ensemble des luttes populaires qui ont eu lieu. Notre parti défend des revendications d'associations et de mouvements desquels, en général, il était partie prenante et les soutient. On appelle la population à s'organiser et à lutter contre la politique d'urbanisation dans le cadre d'organisations de masse. L'autre aspect de notre campagne réside dans la préparation des élections présidentielles. Nous avons l'intention de reprendre la campagne nationale du parti, comme le complément de notre lutte au niveau des questions municipales. Nous voulons faire apparaître notre parti dans la bataille que mènent l'ensemble des forces politiques.

■ *Il y a deux tours à cette élection, comment envisagez-vous de vous déterminer au deuxième tour ?*

Nous allons contacter les autres forces qui se réclament de la lutte ouvrière et populaire sur Orléans pour discuter des possibilités de désistement au deuxième tour. En fonction du résultat de ces discussions notre parti examinera les possibilités.

DIVISION SYNDICALE : LA CONTRIBUTION D'EDMOND MAIRE



En juin dernier, le Comité confédéral national de la CGT théorisa la rupture de l'unité d'action avec la CFDT : celle-ci était accusée d'être dans le camp de l'impérialisme face aux « forces de progrès », l'URSS en tête. Ce mois de septembre est marqué par une nouvelle accentuation de la division syndicale entre la CGT et la CFDT. Tandis que le patronat et le gouvernement poursuivent leurs attaques, la presse et les moyens d'information à leur service pouvaient proclamer avec satisfaction : « CGT-CFDT, c'est la rupture ». Pourquoi cette escalade de la division ? Comment y faire face et œuvrer dans les difficiles conditions actuelles à l'unité d'action syndicale, composante essentielle de l'unité des travailleurs ?

« Un appel au dialogue entre partenaires sociaux »

Dans son numéro de septembre, le journal patronal *L'usine nouvelle* publie une interview exclusive d'Edmond Maire. Le secrétaire général de la CFDT y développe les orientations caractéristiques du « recentrage » que lui-même préfère qualifier de « resyndicalisation ». « La resyndicalisation — dit-il — c'est la volonté d'intégrer dans notre lutte pour changer la société une confrontation avec le monde patronal à partir d'une action plus proche des salariés. (...) Quand nous disons qu'il faut resyndicaliser la vie sociale en France, le discours s'adresse à tout le monde, c'est-à-dire aussi au patronat ». Définir le dialogue avec le patronat comme un moyen de transformer la société, c'est là la conception caractéristique de la collaboration de classes. Celle-ci substitue au rôle décisif de la lutte de classes, de l'affrontement entre les travailleurs et ceux qui les exploitent, la croyance que de la confrontation d'idées, de la discussion avec l'ennemi de classe peuvent sortir les transformations sociales. Il ne s'agit pas de nier bien sûr la nécessité des négociations, mais celles-ci ne sont qu'un moment de la lutte de classes. Les négociations en elles-mêmes ne font rien avancer. A l'heure où le patronat est engagé dans une offensive de grande ampleur contre les travailleurs, il s'appuie sur les conceptions de collaboration de classes pour faire avancer ses attaques. *L'usine nouvelle* ne s'y trompe d'ailleurs pas en écrivant : « Au-delà de la dureté de certains propos, cette interview d'Edmond Maire représente, pour peu qu'on la lise attentivement, un appel au dialogue. Si les partenaires sociaux le comprennent ainsi, la vie nationale de cette année, où vont s'exprimer les opinions les plus

extrêmes, pourrait bien en être radicalement changée ». C'est là l'hommage rendu à une politique syndicale qui va en sens inverse de l'esprit de résistance et de lutte qui seul peut faire échec aux attaques patronales.

Réduire les revendications à ce qui est admissible par le capital

Sur la base de cette conception de collaboration de classes (qui n'est pas une erreur d'ordre théorique mais la marque de rapports avec la bourgeoisie qui ne sont pas ceux d'exploiteurs à exploités), Edmond Maire expose la nécessité de faire preuve de ce qu'il appelle réalisme.

Ce « réalisme » vise à être en quelque sorte plus convaincant auprès du patronat : « Nous aurions même tendance à considérer que le fait de bien prendre en compte les données de la situation rend la confrontation syndicats-patronat plus vraie mais aussi plus difficile à supporter. Car si les contre-propositions que nous avançons sont effectivement possibles, si elles mettent en cause certains aspects du pouvoir patronal, certains comportements ou habitudes, elles sont plus difficiles à récuser qu'un discours idéologique portant sur les beautés d'un autre système dans lequel nous ne sommes pas pour l'instant ». Comme si par la vertu de la discussion, le patronat pouvait renoncer à ses projets, étant en quelque sorte coincé par de bons arguments.

En fait, le « réalisme » dont il est question conduit à inscrire les revendications dans la limite de ce qui est possible dans la logique capitaliste.

Elle débouche sur l'idée que les travailleurs eux-mêmes doivent consentir des sacrifices. A la question : « Il paraît aussi que vous acceptez de remettre en cause, quand il le faut, certains acquis sociaux... », Edmond Maire répond : « Remettre en cause est une expression qui peut vouloir dire beaucoup de choses. Je préfère l'expression "modifier" ».

Plus loin, Edmond Maire précise : « Dans la période de crise actuelle, nous pensons que cette révision des acquis est encore plus nécessaire ».

A un moment où, dans de multiples domaines, l'offensive patronale a pour but de remettre en cause des acquis de luttes ouvrières antérieures, un tel point de vue va au devant de ces attaques. Il tourne le dos à la lutte. Parlant de la durée du temps de travail, Edmond Maire déclare à propos des acquis de 1936 : « Cet acquis-là, aujourd'hui, doit être modifié ». Concernant les salaires, Edmond Maire déclare : « L'acquis, c'est quelque fois ce

que l'on a de plus que les autres, et l'on a du mal à voir les autres rattraper sa propre situation. Cela est particulièrement vrai en matière de hiérarchie des salaires... Ce sont pourtant là aussi des acquis qu'il faut modifier ». En somme, au lieu d'unir l'ensemble des travailleurs pour l'augmentation générale des salaires, il s'agit d'appeler une partie des travailleurs à mettre en veilleuse leurs revendications. Au lieu de chercher à unir tous les travailleurs pour frapper le capital, il s'agit d'appeler certains travailleurs à accepter une baisse de leur pouvoir d'achat au nom de la solidarité avec les moins bien payés. Il s'agit en quelque sorte d'opérer une autre répartition de la masse salariale. Et cela au moment où la politique patronale et gouvernementale consiste justement à faire reculer le pouvoir d'achat.

Dans le domaine de l'emploi, Edmond Maire déclare : « Il est difficilement concevable que les acquis des pays développés puissent être intégralement inchangés par rapport aux pays sous-développés. Or, la situation de domination économique de certains pays se retrouve dans la vie quotidienne à travers l'emploi. Il est normal que les pays sous-développés veuillent avoir une sidérurgie, veuillent produire leur textile, etc. Et cela a des conséquences chez nous ».

Quand le réalisme revient à quémander la cogestion

S'il y a certaines choses exactes dans ce que dit ici Edmond Maire, il n'en reste pas moins qu'il escamote complètement le rôle décisif des monopoles capitalistes dans le chômage. Le chômage est fondamentalement dû à la recherche du profit maximum par les capitalistes qui les conduit à concentrer la production, à réduire les coûts de main d'œuvre, à mécaniser. La démarche d'Edmond Maire conduirait à accepter les suppressions d'emplois au nom d'une soi-disant solidarité avec le Tiers Monde présenté ainsi comme responsable du chômage. La contradiction apparente qui existe entre l'emploi dans les pays industrialisés et le développement des pays du Tiers Monde ne tient qu'à une chose : la logique capitaliste. Il ne s'agit pas comme on pourrait le croire en lisant Edmond Maire d'une sorte de phénomène inévitable. Une économie ne fonctionnant plus selon les règles de la recherche du profit maximum mais ayant notamment pour but de répondre aux besoins de l'édition économique indépendante des pays du Tiers Monde serait sans doute loin d'être touchée par le sous-emploi tant ces besoins sont immenses.

Dans la pratique, la démarche d'Edmond Maire a pour effet d'accepter les suppressions d'emplois. Il ne reste plus qu'à négocier des reconversions dans d'autres secteurs qui seront à leur tour, plus tard, le lieu de nouveaux licenciements.

L'illustration de cette orientation nous est fournie actuellement par les positions confédérales de la CFDT sur l'automobile (au fait, il n'est pas question, là, du Tiers Monde).

Prônant la concertation, le réalisme, Edmond Maire débouche sur l'affirmation selon laquelle « il est essentiel de faire des propositions qui tiennent compte des réalités. (...) Nous tenons à la notion de planification contractuelle, où, dans chaque branche industrielle, on discute des problèmes d'avenir, des échanges extérieurs, des problèmes d'emplois industriels ou régionaux ». La boucle est bouclée : la collaboration de classes devient revendication de cogestion. Pour Edmond Maire, les syndicalistes et les patrons peuvent concourir aux mêmes buts. Parlant des PME, Edmond Maire déclare : « Les dirigeants du patronat devraient avoir une attitude plus ouverte, non pas à l'égard de la CFDT plus particulièrement mais à l'égard de tout syndicat qui, dans l'entreprise, pose vraiment les problèmes de modernisation, d'amélioration des conditions de travail et de transformation des relations sociales. Leurs militants devraient être respectés et considérés comme un élément important pour l'avenir de l'entreprise, et non, comme trop souvent, brimés et réprimés ». Eh oui, le patronat brime et réprime et Edmond Maire, lui, quémande de la reconnaissance !

La collaboration de classes n'est pas réaliste décidément. Il est indéniable que ces orientations constituent un obstacle important aux possibilités d'unité d'action syndicale et que la défense des intérêts des travailleurs nécessite de les combattre.

Ceux qui se réjouissent des querelles

Suite à cette interview de *L'usine nouvelle*, Edmond Maire a prononcé à Nantes un discours dont une partie importante a été consacrée à répondre aux attaques du PCF et de la CGT. Bien des choses qui y sont dites sont exactes en elles-mêmes. En particulier quand Edmond Maire déclare à propos du Comité confédéral national de la CGT du 16 juin dernier : « La CGT refuse les thèses du non-alignement. Deux grands blocs s'affrontent dans le monde, les forces de progrès et l'impérialisme. Du côté des forces de progrès, d'émancipation

et de paix, on trouve évidemment l'Union soviétique. Mais, fait nouveau, du côté de l'impérialisme, on trouve la CFDT ». Tel est, en effet, le sens réel et profond des attaques du PCF et de la CGT contre la CFDT : son opposition à la politique expansionniste de l'URSS (voir *L'Humanité rouge* No 1214).

Si l'on comprend bien qu'Edmond Maire soit amené à faire face à de telles attaques, il n'en reste pas moins que son discours de Nantes n'est pas parti de la nécessité de faire face à l'offensive patronale et gouvernementale. Si telle avait été sa démarche, au lieu de chercher à répondre prioritairement aux attaques de la CGT, il aurait avant tout insisté sur la nécessité de l'action et appelé à s'unir tous ceux qui voulaient réellement y faire face. Là aussi, il y a l'expression d'une orientation qui ne part pas des nécessités de la lutte de classes.

En agissant ainsi, Edmond Maire se prête aux manœuvres patronales et gouvernementales qui visent à profiter des divisions syndicales et à les accentuer. Ce n'est évidemment pas un hasard si la télévision a monté en épingle ses critiques à l'égard de la CGT. Ce n'est pas un hasard non plus si *L'usine nouvelle* pouvait écrire : « Ensuite, le secrétaire général de la CFDT décoche quelques flèches. Sa première cible : la CGT... ».

Les travailleurs sont aujourd'hui confrontés à deux grandes politiques de division. Celle mise en œuvre par Edmond Maire qui s'oppose aux luttes nécessaires contre les attaques patronales. Celle mise en œuvre par la direction du PCF et qui s'est traduite dans la CGT par le CCN de juin dernier : le soutien à l'URSS dans sa politique d'agression et d'expansion. Cette politique a pour conséquence d'attaquer tous ceux qui s'opposent à ces agressions.

Ces deux politiques n'ont pas pour motivation les intérêts des travailleurs. Agir conformément à leurs intérêts c'est, aujourd'hui, à la fois adopter une orientation de lutte de classes tout en agissant en faveur de l'indépendance des peuples.

Face aux attaques du patronat et du pouvoir, l'unité d'action contre eux constitue une priorité. Ceux qui, pour des raisons autres que celles tenant à la lutte contre le pouvoir et le patronat, en viendraient à s'opposer à l'unité d'action porteraient une lourde responsabilité et démontreraient par là-même que la défense des intérêts des travailleurs n'est pas ce qui les guide. A la CGT comme à la CFDT, ceux qui sont attachés réellement à cette lutte ne manquent pas.

PIERRE BAUBY : Les dirigeants vietnamiens ont, le 26 juin dernier, saisi le tribunal de votre arrivée en Chine et vous ont condamné à mort. Quelles en sont les raisons ?

HOANG VAN HOAN : Je m'attendais à être condamné à mort bien avant cette date. Pourquoi ont-ils procédé ainsi ? Un an avant mon départ, un député du Vietnam est parti à Paris, il a publié une déclaration et a été tout de suite condamné à mort. Mais dans mon cas, ils savent qu'il faut tenir compte des conséquences, non seulement dans le pays, mais aussi sur le plan international. Ensuite, j'ai lancé un appel à mes compatriotes et j'ai écrit plusieurs articles, ce qui a eu des répercussions profondes chez mes concitoyens et particulièrement dans l'armée où a circulé un appel à la désertion contre la guerre expansionniste. Cet appel a été lancé en mon nom. Le Duan doit tenir compte de tous les éléments (favorables et défavorables). Les articles que j'ai publiés ont eu une grande influence, ce qui a poussé Le Duan à prendre la décision de me condamner. Mais cette condamnation n'a aucun sens, tout cela vise à intimider ceux qui s'opposent à lui. Cela ne peut résoudre les contradictions ni apaiser l'opposition du peuple.

P.B. : Pourquoi avez-vous été amené à vous réfugier en République populaire de Chine ?

H.V.H. : Notre peuple a remporté en 1975 la victoire totale dans la guerre de libération de la patrie au terme d'une trentaine d'années de lutte difficile. Mais les conquêtes de la révolution et cette situation très prometteuse ont été réduites à néant par le sabotage de Le Duan et consorts, et les aspirations du peuple se sont évanouies. Le Duan et consorts ont de nouveau réduit notre peuple en esclavage et lui font mener une vie misérable, humiliante, étouffante, sans démocratie ni liberté, une vie que jamais il n'avait connue. En réalité, sous le contrôle de Le Duan et consorts, le Vietnam d'aujourd'hui n'est plus un pays indépendant et souverain mais est asservi à une puissance étrangère sur les plans économique, politique, militaire et diplomatique. Dans de telles circonstances, je ne puis, en tant que révolutionnaire, rester silencieux. Je veux faire la révolution et, en vue de poursuivre la révolution, j'ai recouru à tous les moyens pour me débarrasser de leur contrôle. Depuis les années 20, j'ai suivi l'Onclé Ho dans le combat pour l'indépendance nationale. J'aime ma patrie et mon peuple. Mais le despotisme de Le Duan et consorts et la persécution à laquelle ils soumettent les révolutionnaires m'ont mis dans l'impossibilité de servir le peuple au Vietnam. Finalement, j'ai dû quitter la patrie avec amertume et regret. Je suis âgé et faible mais tant qu'il me restera un souffle, je m'efforcerai d'apporter ma contribution à la cause révolutionnaire commune du peuple vietnamien et des peuples du reste du monde.

Mon départ du Vietnam et mon arrivée en Chine étaient destinés à montrer au peuple vietnamien et aux peuples du monde entier que l'amitié entre le Vietnam et la Chine est indéfectible. En ce qui me concerne, je veux travailler durant les années qui me restent pour maintenir, consolider et développer cette amitié.

Interview de Hoang Van Hoan par Pierre Bauby

Hoang Van Hoan est, aux côtés de Ho Chi Minh,

l'un des dirigeants de la lutte du peuple vietnamien de puis les années 20.

Ancien membre du Comité central et du Bureau politique

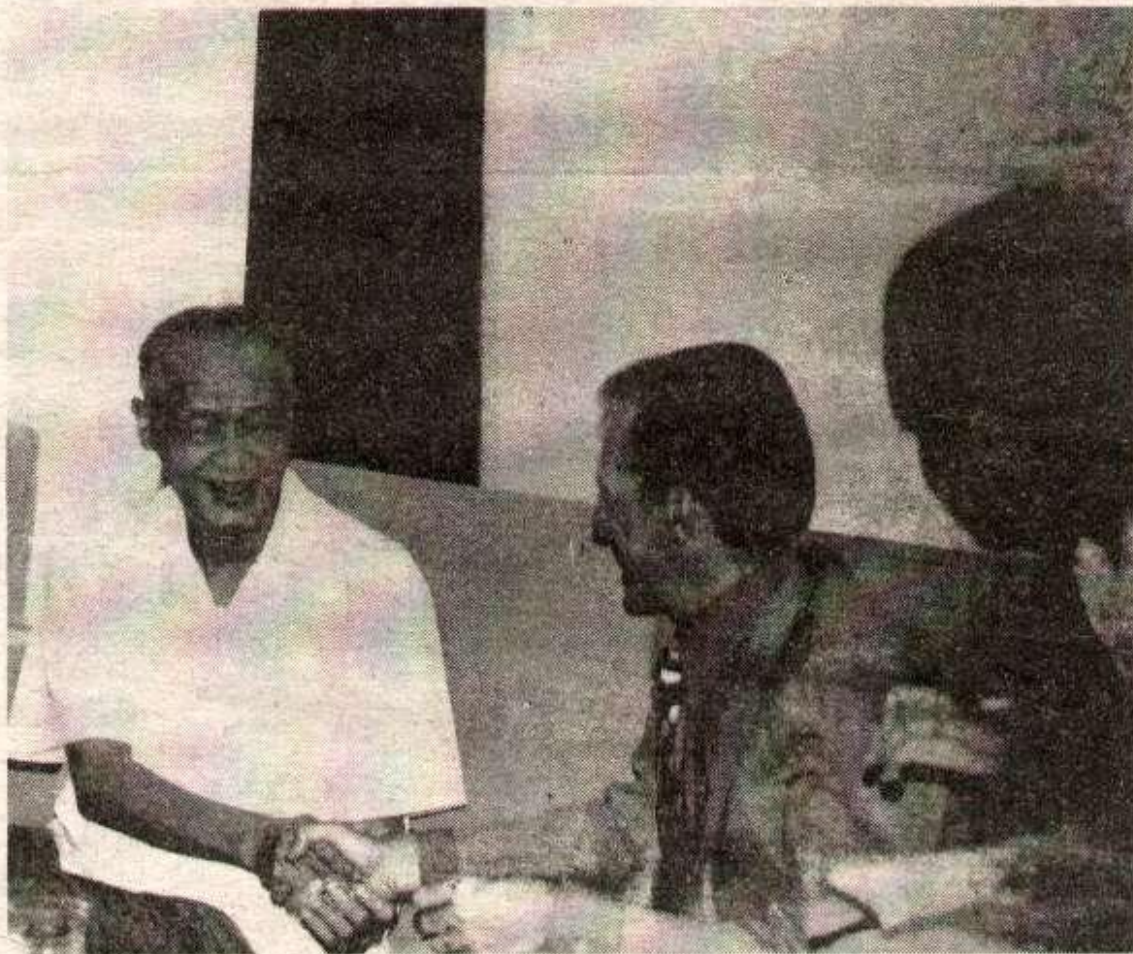
du Parti Communiste vietnamien, il était jusqu'en 1979 vice-président

du Comité permanent de l'Assemblée nationale du Vietnam.

En Août 79, il s'est réfugié en Chine.

Lors d'un récent voyage en Chine, Pierre Bauby a pu le rencontrer.

Un compagnon de Ho Chi Minh accuse



Hoang Van Hoan au cours de son entretien avec Pierre Bauby

P.B. : Quels sont les éléments de connaissance que vous pouvez amener par rapport à la situation intérieure au Vietnam et à la politique de Le Duan par rapport aux masses populaires ?

H.V.H. : Le Duan utilise le réseau de la sécurité publique et les agents secrets. A chaque échelon du parti, au niveau local, de la province et du district, dans chaque organisme du parti, on trouve un agent de la sécurité publique. Aucun Etat au monde n'ose appliquer une telle répression. Ils utilisent le réseau serré de la sécurité publique pour con-

trôler les moindres gestes de chaque vietnamien dans la vie quotidienne. Les gens du peuple ont peur et n'osent parler des affaires d'Etat ni même des problèmes de la vie courante.

P.B. : Pouvez-vous apporter des précisions sur la politique d'expansion du Vietnam ? Comment jugez-vous cette politique expansionniste ?

H.V.H. : Après la libération, Le Duan a préparé le Vietnam à devenir une grande puissance expansionniste. Il se vante d'être à la tête de la 3e puissance militaire du monde et de la 2e dans les pays socialistes derrière l'URSS.

Pour mettre la main sur le Laos, il a envoyé des troupes dans ce pays. Il a occupé militairement le Kampuchea. A l'échelle mondiale, Le Duan veut être prêt pour engager une autre guerre contre la Chine, il se vante de vaincre la Chine. Il ne peut réaliser ce projet ni occuper la Chine, il agit en réalité sur ordre de l'URSS dont il est devenu un satellite en Asie. C'est de l'expansionnisme de Le Duan que vient la grande misère du peuple vietnamien. 50 à 60 000 soldats stationnent actuellement au Laos. Au Cambodge, les 200 000 soldats des troupes d'occupation vietnamiennes ont commis de

nombreux crimes. Les conditions de vie du peuple cambodgien sont très dures : on compte plus de 100 000 réfugiés cambodgiens. Mais les Vietnamiens s'enlissent et, contrairement à ce qu'il pensait au début de son agression, Le Duan ne peut s'en tirer aussi facilement.

Le peuple vietnamien mène une vie misérable et manque de nourriture du fait de la politique agressive et expansionniste de Le Duan qui leur demande encore et toujours plus de sacrifices, ce qui explique le départ de centaines de milliers de réfugiés du Vietnam.

Le plus dangereux pour le Vietnam, c'est qu'il perde son indépendance et son autonomie au niveau économique, politique, diplomatique et militaire. Il dépend complètement de l'étranger et agit en tout sur ordre de l'URSS. C'est la perte des acquis de trente ans de lutte pour l'indépendance et la paix. Il n'est pas de plus grand malheur que de perdre l'indépendance et la paix et le Vietnam va vers son autodestruction.

P.B. : En France, nombreux ont été ceux qui ont apporté leur soutien à la lutte du peuple vietnamien. Comment un tel retournement a-t-il été possible ?

H.V.H. : Sous la domination de Le Duan, le Vietnam a dégénéré et actuellement n'est plus révolutionnaire. Dans le passé, les peuples révolutionnaires du monde ont soutenu le Vietnam qui jouissait d'un prestige international. A cause de Le Duan, le peuple vit dans la misère et le Vietnam, devenu un pays expansionniste, a perdu tout son prestige.

P.B. : Comment concevez-vous le rôle de l'émigration vietnamienne en France pour contribuer à renverser la clique de Le Duan ?

H.V.H. : L'exode massif des réfugiés constitue le plus grand drame de l'histoire du Vietnam. Ce problème présente deux aspects. Premier aspect : beaucoup de gens ne peuvent plus supporter la politique de Le Duan et sont obligés de s'enfuir. D'autre part on doit voir par là que le peuple vietnamien est opprimé à tel point qu'il peut se soulever pour combattre Le Duan. La situation est complexe parmi les réfugiés, mais tous ont un point commun : ils s'opposent à Le Duan. Bien sûr, à partir de points de vue différents selon leurs opinions.

Depuis quasiment 100 ans, à chaque fois que le Vietnam a traversé une période très difficile, les réfugiés ont toujours joué un rôle positif. Les Vietnamiens qui mènent des actions à l'étranger se trouvent principalement dans deux pays : en France et en Chine. Dans le passé, les actions menées par les Vietnamiens à l'étranger consistaient à éveiller leurs compatriotes sur la situation intérieure du pays. Bien sûr, lancer des appels de l'étranger joue un grand rôle mais l'organisation de forces pour prendre le pouvoir se fait principalement à l'intérieur du pays. Nous avons déjà eu l'exemple du président Ho Chi Minh : il a lancé des appels de France et de Chine, mais il a eu aussi une pratique révolutionnaire pour mobiliser les masses à l'intérieur du pays pour établir le pouvoir révolutionnaire. Il faut donc avoir une influence sur les masses à l'intérieur du pays, il est indispensable aussi d'avoir une ligne politique juste et de la propager, sinon c'est l'échec.